



Sous la direction du Professeur Philip Jaffé

Une interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales est-elle envisageable ? Qu'en est-il en Suisse ?

MÉMOIRE – Orientation Recherche

Présenté à
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par
Noémie BRICOD

de
Blonay, Vaud

Mémoire No DE 2014/MIDE12-13/03

SION

Janvier 2014

RÉSUMÉ

Ce travail propose une réflexion autour d'une possible interdiction de la circoncision effectuée pour des raisons culturelles ou religieuses et des conséquences positives ou négatives qu'une telle interdiction pourrait avoir pour l'enfant et pour la société en développant les arguments avancés tant par les partisans que par les opposants. Le point de départ est la polémique suscitée par la décision rendue par un tribunal allemand en mai 2012 à propos de la pratique de la circoncision qui a provoqué d'interminables débats politiques, juridiques, médicaux et médiatiques. Cette controverse ne s'est pas limitée à l'Allemagne seule, mais a également eu des répercussions en Suisse. Dans notre démarche, nous dresserons l'état des lieux des textes de loi actuels et observerons comment ils peuvent être interprétés par les uns et par les autres pour servir leur cause et développerons une réflexion autour des notions d'intégrité physique, de liberté de croyance et de religion, des droits parentaux et des droits de l'enfant. Finalement, nous nous intéresserons aux avis des psychologues et des psychiatres sur les effets d'un tel acte.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE : LA CIRCONCISION ET LES DIFFERENTES RELIGIONS	9
I. Judaïsme et circoncision	9
II. Islam et circoncision	12
III. Christianisme et circoncision	15
IV. Animisme et circoncision	17
DEUXIÈME PARTIE : SITUATION DANS LES PAYS OCCIDENTAUX	21
I. Allemagne	21
II. Suisse	23
III. Autriche	25
IV. Pays nordiques	25
V. Conseil de l'Europe	28
VI. États-Unis	29
TROISIÈME PARTIE : CIRCONCISION ET JURISPRUDENCE	31
I. Intégrité physique	32
A. Au niveau international	32
B. En Suisse	36
II. Liberté religieuse	40
A. Au niveau international	41
B. En Suisse	43
III. Droits des parents et droits de l'enfant	46
A. Au niveau international	46
B. En Suisse	49
QUATRIÈME PARTIE : LES EFFETS PSYCHOLOGIQUES DE LA CIRCONCISION	52
I. La douleur chez l'enfant	52
II. La circoncision moment traumatique ?	55

CONCLUSION	59
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE	64
I. Monographies	64
II. Encyclopédies et dictionnaires	65
III. Ressources électroniques	66

INTRODUCTION

Le 7 mai 2012, le Tribunal de Grande Instance de Cologne, statuant en appel, a estimé que lorsqu'une circoncision rituelle est pratiquée sur un enfant trop jeune pour y consentir, elle est un acte pénalement répréhensible.

Suite à cette décision, le débat autour de la circoncision pratiquée pour des raisons non médicales, jusque-là cantonné à un groupe restreint d'individus, a enflammé les esprits au cours du printemps 2012. Toute cette polémique est-elle justifiée ? Ne s'agit-il pas d'une tempête dans un verre d'eau ? En Suisse, envisager une interdiction de cette pratique permettrait-elle d'éteindre l'incendie ? Il ne s'agit pas dans ce mémoire de prendre position en faveur ou contre une telle interdiction mais plutôt d'explorer les différents arguments avancés par les uns et par les autres dans une perspective des droits de l'enfant.

Qu'entendons-nous par circoncision ?

Selon Le Larousse Médical (2012) elle signifie « ablation du prépuce. La circoncision est pratiquée rituellement dans certaines religions. Elle peut également être réalisée pour des raisons d'hygiène, l'ablation du prépuce évitant l'accumulation de sécrétions sous le prépuce, parfois source d'infections » (p.188). Le Dictionnaire illustré des Termes de Médecine (2009) la définit comme « excision du prépuce en totalité ou en partie » (p.176). Quant au Petit Robert (1989) elle est l'« Excision totale ou partielle du prépuce. *Spécialt.* Ablation rituelle pratiquée sur les jeunes garçons juifs et musulmans » (p.317). En langage médical la circoncision est aussi appelée posthectomie, du grec *posthê* : prépuce et *ektomê* : excision (Kernbaum, 2008, p.783). La définition de la circoncision renvoie donc aux termes *ablation* c'est-à-dire « action d'emporter, de retrancher ou d'enlever du corps une partie quelconque ou un corps étranger » (Kernbaum, 2008, p.23) et *excision* « amputation d'une partie peu volumineuse. Ablation à l'aide de la pince, du bistouri et des ciseaux des corps étrangers et de tous les tissus déchirés ou contusionnés voués à la nécrose » (Garnier & Delamare, 2009, p.310).

Quant à l'origine du mot, elle provient du latin « *cædo, cecidi, caesum, caedre* » (Gaffiot, 1934, p.238), couper et « *circum* » (Gaffiot, 1934, p.309), autour ; il en

découle le verbe « circumcido, cidi, cisum, dere » (Gaffiot, 1934, p.310), couper autour ou circoncire. En hébreu, la circoncision est appelée *berit milah* ce qui signifie « l'alliance de la coupure » (Aldeeb Abu-Sahlien (2001), p.21). Elle est le signe de l'alliance entre Yahvé et Abraham, mentionnée dans la Genèse, chapitre 17 : « Voici l'alliance que vous avez à garder, alliance établie entre moi et vous, et tes descendants après toi : tout mâle parmi vous devra être circoncis » (Gn 17 : 10). En arabe, la circoncision se dit *khitan* de la racine *kh-t-n*, ce terme peut s'apparenter à celui de beau-père, beau-fils, belle-fille (*khatan, khatana*) et au fait de se marier (*khutuna*). Il est probable que certains de ces mots proviennent de la langue sémitique¹ primitive, car on les retrouve sous des formes très proches dans les langues sémitiques du Nord (Bosworth et al., 1986, p.20). La langue arabe emploie aussi les mots *tahara, tihar*, ou *tuhur* pour la circoncision, qui signifie purification (Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.22). En Turquie, la circoncision est appelée *sunnet* qui signifie « tradition ou coutume conseillée, recommandée » (Chebel, 1992, p.65), appellation qu'on retrouve dans le terme *sunnedjî*, qui désigne le barbier qui effectue la circoncision.

Maintenant que nous avons une idée plus précise de la signification du terme circoncision, posons-nous la question à propos de l'origine de cet acte : depuis quand et pour quels motifs ?

La circoncision est une pratique partagée par de nombreuses communautés tant dans le temps que sur tous les continents, des Égyptiens à nos jours, de l'Afrique à l'Asie en passant par l'Europe. Pour Vincent Barras (2013)², professeur d'histoire de la médecine à l'Université de Lausanne, il est difficile d'indiquer une date précise fixant l'origine de la circoncision. En effet, un bout d'os ou un fragment de molaire ne permet pas de déterminer si la circoncision était déjà pratiquée à l'époque de l'homme de Neandertal. Il n'en reste pas moins que c'est une pratique ancienne puisque les recherches archéologiques témoignent de son existence environ 10'000 ans avant J.-C. Durant cette période, l'incision faite sur le corps humain commence

¹ « Groupe le plus important de la famille chamito-sémitique, sont parlées actuellement au Moyen-Orient et dans le nord du continent africain. Elles se divisent en 3 sous-groupes : le sémitique oriental (akkadien), le sémitique occidental du Nord (ougartique, phénicien, moabite, hébreu et araméen), le sémitique occidental du Sud (arabe, sudarabique, et langues éthiopiennes) » (Larousse en ligne).

² Université de Neuchâtel. (2013). Cafés scientifiques. Circoncision : lésion ou religion ? Propos tenus lors d'une table ronde.

progressivement à être associée à des significations sacrées, devient plus accomplie et prend la forme de la circoncision. Peu à peu, cette pratique se transforme en rite de passage de l'enfance à l'âge adulte « dont le souvenir reste à la conscience du fait de l'âge tardif de l'opération » (Scialom, 2006, p.106). Pour les Égyptiens (vers 1400 avant J.-C.), la circoncision était considérée comme un « signe de classe » qui permettait de distinguer la classe sacerdotale de prêtres, qui étaient alors au pouvoir, du reste de la population (Chebel, 1992). Un exemple qui illustre l'importance accordée à cet acte est la circoncision subie en Égypte par Pythagore (environ 580 – 495 avant J.-C.), afin d'être considéré comme une personne digne d'appartenir à la noblesse et ainsi « être initié à la sagesse ésotérique des Égyptiens » (Dulière, cité par Scialom, 2006, p.106). Quand les Hébreux quittèrent l'Égypte (vers 1250 avant J.-C.), ils adoptèrent la circoncision d'une part parce que les Égyptiens méprisaient ceux qui n'étaient pas circoncis et d'autre part parce que, dès leur arrivée en terre de Canaan, ils voulurent se distinguer des habitants des lieux, les Philistins, qui eux étaient incirconcis (Scialom, 2006). Par la suite, la circoncision sera pratiquée par de nombreuses communautés à travers le monde, sujet que nous aborderons de manière détaillée dans la première partie de ce mémoire.

En ce qui concerne les justifications de la circoncision, Chebel (1992) en mentionne plusieurs dans son ouvrage *Histoire de la circoncision des origines à nos jours*. Selon lui, la première grande justification est la religion, suivie de la justification médicale. En effet, une intervention chirurgicale est envisageable lorsque « le prépuce est trop long, le gland difficile à décalotter, ou en cas de gêne à la miction due à un rétrécissement préputial, de balanite (infection du sillon préputial) et, chez l'adulte, de paraphimosis » (Le Larousse Médical, 2012, p.188). Le paraphimosis est un « Étranglement de la base du gland du pénis par un anneau préputial trop étroit » (Le Larousse Médical, 2012, p.854).

En plus de ces deux grandes justifications, Chebel (1992) en évoque d'autres, telles que : « jouissance féminine ou masculine, érotisme, hygiène, rite de passage, fixation dans le sexe dominant par virilisation du petit mâle » (p.96). Pour sa part, Vincent Barras (2013)³ souligne que la circoncision a toujours été accompagnée d'un discours de justification aussi ancien que les premiers récits dédiés à cette pratique,

³ Voir note en bas de page n°2.

qu'il soit fondé ou non. Il ajoute que les justifications dépassent le cadre religieux et communautaire des personnes qui la pratiquent et se rattachent à une idée plus générale comme celle de l'hygiène.

Ce travail est divisé en quatre parties. La première est consacrée aux liens complexes qui existent entre la pratique de la circoncision et les trois religions monothéistes que sont le judaïsme, l'islam et le christianisme, ainsi que l'animisme en Afrique et en Océanie. Dans la deuxième partie, nous étudierons les législations existantes en matière de circoncision ainsi que les diverses propositions lancées à ce sujet. Nous nous limiterons à certains pays occidentaux, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche, les pays nordiques, les Etats-Unis et au Conseil de l'Europe. En ce qui concerne la troisième partie, elle abordera les aspects juridiques ; plus précisément, elle analysera les différents textes de loi existants, aussi bien au niveau international qu'au niveau suisse, qui peuvent être évoqués en faveur ou contre une interdiction de la circoncision. La problématique est vaste, car de nombreux droits sont impliqués : le droit à l'intégrité physique, le droit à la liberté de croyance et de religion, les droits parentaux et les droits de l'enfant. Dans la quatrième et dernière partie, il est question d'examiner les conséquences psychologiques à long terme et la douleur provoquée que peut ressentir l'enfant par une telle intervention; pour cela, nous exposerons les différentes études qui ont été réalisées à ce sujet.

PREMIÈRE PARTIE : LA CIRCONCISION ET LES DIFFERENTES RELIGIONS

I. Judaïsme et circoncision

Dans le judaïsme, la circoncision marque l'alliance entre Yahvé et les juifs. Cette dernière aurait eu lieu au XIX^{ème} siècle avant J.-C. lorsque Yahvé s'adressa à Abraham par ces paroles: « Vous circoncirez votre chair, et ce sera le signe de l'alliance entre moi et vous. De génération en génération, tout mâle parmi vous sera circoncis à l'âge de huit jours [...] L'incirconcis, le mâle qui n'aura pas reçu la circoncision dans sa chair, sera retranché de son peuple, pour avoir violé mon alliance » (Gn 17 : 11-14). C'est donc à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans qu'Abraham fut circoncis (GN 17 :24).

Une grande importance est accordée au choix du huitième jour pour pratiquer la circoncision. Cette précision de la date est une spécificité de la religion juive. Néanmoins, si des circonstances particulières se présentent, elle peut être déplacée (Chebel, 1992). En dehors des percepts bibliques, il existe de nombreuses interprétations quant à ce choix. Aldeeb Abu-Sahlien (2001) souligne que dans certains *midrash*⁴ il est mentionné que « l'enfant doit avoir vécu un samedi avant de passer par la circoncision. Le samedi est considéré par les juifs comme la reine qui précède la venue du roi (Dieu) » (p.78). Les rabbins ont expliqué ce choix de la manière suivante : les six premiers jours correspondent à ceux de la création du monde, le septième à celui du repos, le huitième à celle de l'ère humaine par rapport à celle de la création (Chebel, 1992). Pour sa part, Philon, grand philosophe du judaïsme hellénistique, s'appuie sur les mathématiques en faisant d'insolites calculs. Selon lui, « le nombre 8 présente beaucoup de beautés [...]. C'est qu'il est le premier du cube [...]. Il renferme en lui-même l'idée d'égal [...] » (Philon, cité par Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.79). Maïmonide, de son nom Moïse Ben Maïmon (1138-1204), un des penseurs les plus illustres du judaïsme médiéval, établit une liste comportant deux cent quarante-huit commandements que les juifs doivent suivre,

⁴ « Commentaire rabbinique de la Bible ayant pour but d'expliciter divers points juridiques ou de prodiguer un enseignement moral en recourant à divers genres littéraires : récits, paraboles et légendes » (Wigoder, 1996, p.672).

dont la circoncision (Chebel, 1992). Il justifie le choix du huitième jour par trois arguments : « 1. Si on laissait grandir l'enfant, il se pourrait qu'il ne pratiquât pas la circoncision. 2. Il ne souffre pas autant que souffrirait une grande personne, vu que sa membrane est tendre et qu'il a encore l'imagination faible (...) 3. Les parents n'ont pas encore une grande affection pour l'enfant au moment de sa naissance (...) » (Maïmonide, cité par Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.79). Au travers de ces différents exemples, on peut remarquer qu'il existe diverses justifications pour le choix de ce jour-là pour circoncire les nouveau-nés.

La circoncision est pratiquée par un *mohel* (celui qui coupe). Ce dernier ne doit pas forcément être rabbin ou médecin, par contre, il doit impérativement être de confession juive (Aldeeb Abu-Sahlien, 2001). Selon la circoncision rituelle juive, le *mohel* procède à « l'ablation de tout le prépuce (*orlah*), la mise à nu complète du gland (*attarah*), et la ponction d'une quantité minimale de sang (*dam berit milah*) » (Wigoder, 1996, p.225). L'opération se déroule soit au domicile de l'enfant, soit dans une synagogue non loin de la maison. De nos jours, elle est le plus souvent pratiquée dans des hôpitaux ou dans des cliniques prévues à cet effet pour des questions d'hygiène et pour éviter des complications postopératoires telles que les hémorragies (Chebel, 1992). Le jour de la circoncision, l'enfant est enlevé à sa mère, puis confié par sa marraine à son parrain (*sandaq*), lequel l'emmène avec lui jusqu'à l'endroit où doit avoir lieu la cérémonie. Il le confie à son tour à celui qui le placera brièvement sur le siège d'Élie (Widoger, 1996). En général deux chaises sont disposées dans le lieu rituel, la première pour le parrain et la deuxième pour le prophète Élie. Selon la tradition, le prophète Élie est invité à la cérémonie, car il « s'est plaint des juifs qui ont abandonné la circoncision. La légende dit que Dieu s'est fâché contre Élie et lui a répondu : « Je jure par ma vie que tu seras toujours présent en tout lieu où mes fils mettront cette sainte marque sur les corps » » (Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.85). La circoncision reste avant tout une cérémonie à caractère social à laquelle de nombreuses personnes participent : le *mohel*, les parrains, le prophète Élie, le public ((Aldeeb Abu-Sahlien, 2001). Traditionnellement, il fallait la présence d'un quorum de dix hommes adultes (*minyan*) (Wigoder, 1996). Tout ceci dans une ambiance festive que l'on peut observer à travers les vêtements de l'enfant et le repas qui suit la cérémonie (Aldeeb Abu-Sahlien, 2001).

La circoncision est une condition primordiale de la conversion au judaïsme, tout homme non circoncis doit le faire, par contre, « si le converti est déjà circoncis, seule une goutte de sang est prélevée rituellement en guise de circoncision » (Wigoder, 1996, p.226). Chebel (1992) souligne que la circoncision « [...] est un sacrement hébraïque dont la signification et l'impact sont socialement et spirituellement déterminés » (p.43). Elle permet l'accès à un certain nombre de cérémonies, mais en interdit d'autres ; « Quant un étranger, séjournant chez toi, voudra célébrer la Pâque de l'Eternel, tout mâle lui appartenant sera circoncis ; il sera alors admis à la célébrer, et il sera traité comme celui qui est né dans le pays ; mais aucun incirconcis ne mangera la Pâque » (Ex 12 :48), « C'est une chose que nous ne pouvons pas faire, que de donner notre sœur à un homme incirconcis : ce serait pour nous un déshonneur. Nous consentirons à votre demande à la condition que vous deviendrez semblables à nous, en faisant circoncire tous les mâles qui sont parmi vous » (Gn 34 :14,15).

S'il est vrai que la circoncision est un élément de la plus grande importance pour la religion juive, dans son ouvrage *Circoncision masculine, circoncision féminine*, Aldeeb Abu-Sahlieh (2001) nous fait remarquer qu'il existe des opposants à cette pratique. Pour ces derniers, il n'est pas envisageable de mutiler les petits garçons. Ils justifient leur position en affirmant que la plupart des circoncisions faites de nos jours aux Etats-Unis ne correspondent pas aux prescriptions religieuses : l'opération n'est pas réalisée par un *mohel*, ni le huitième jour, de plus, elle n'est pas accompagnée de prières. En remplacement de la *berit milah*, ces derniers proposent un rituel appelé « *berit shalom* (alliance de la paix, de l'intégrité) » (p.93) qui comporte les mêmes aspects sociaux (réunion familiale, fête, échanges de cadeaux, commémoration d'une unité de peuple ou du destin) excepté l'opération chirurgicale. Il faut noter qu'une grande majorité de la population juive conteste cette manière de faire (p.93).

II. Islam et circoncision

Selon l'*Encyclopédie de l'Islam* (Bosworh et al., 1986) la circoncision a probablement été une pratique courante dans l'Arabie primitive, elle est donc bel et bien antérieure à l'arrivée de l'islam qui n'a fait que la reprendre en gardant la même forme et le même contenu (Chebel, 1992). Ce n'est que bien plus tard, vraisemblablement à l'occasion des premiers grands pèlerinages à La Mecque, lorsque les musulmans non arabes ont rencontré leurs homologues arabes, que la circoncision est devenue un acte de piété (Chebel, 1992).

Contrairement à l'Ancien et au Nouveau Testament, le Coran ne mentionne pas la circoncision (Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001). Ce mutisme du livre sacré en la matière n'a pas convaincu une partie des auteurs musulmans classiques et modernes puisque dans une *sourate* (chapitre coranique) il est dit : « Nous n'avons rien omis d'écrire dans le Livre » (Coran 6 :38).

Si tout est écrit dans le Coran comment se fait-il qu'il n'y ait rien de concret sur la circoncision ? Pour y parvenir les auteurs se sont appuyés sur la notion de versets équivoques « C'est Lui qui a fait descendre sur toi le Livre: il s'y trouve des versets sans équivoque, qui sont la base du Livre, et d'autres versets qui peuvent prêter à d'interprétations diverses [...] » (Coran 3 :7). En se basant sur ce verset, les défenseurs de cette pratique ont évoqué d'autres versets du Coran pour justifier leur position : « [Et rappelle-toi] quand ton Seigneur eut éprouvé Abraham par certains commandements, et qu'il les eut accomplis, le Seigneur lui dit: «Je vais faire de toi un exemple à suivre pour les gens». - «Et parmi ma descendance?» demanda-t-il. - «Mon engagement, dit Allah, ne s'applique pas aux injustes » (Coran 2 :124). Selon ce verset, Allah aurait soumis Abraham à diverses épreuves, mais les exégètes diffèrent quant à la nature de ces épreuves (Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001). Néanmoins, il ressort que les partisans de la circoncision soutiennent que cette pratique fait partie des différentes épreuves auxquelles Abraham fut soumis. Étant donné qu'il est un exemple à suivre pour tout musulman, ce dernier doit donc aussi se faire circoncire (Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001).

Aldeeb Abu-Sahlieh (2001) cite un autre verset du Coran sur lequel se sont appuyés les auteurs favorables à la circoncision « La teinture de Dieu ! Qui peut, mieux que Dieu, donner cette teinture ? Nous sommes ses serviteurs » (Coran 2 :138). Le commentateur coranique Al-Qurtubi explique ces versets en disant que le terme *teinture* désigne la circoncision, ceci en opposition au baptême chrétien. Son interprétation est soutenue par un autre auteur, Ibn-Qayyim Al- Jawziyyah, lequel rajoute : « Ceux-ci prétendent que leurs enfants se purifient lorsqu'ils sont teints par l'eau de baptême. Ils disent : Ils sont devenus maintenant chrétiens. Dieu a décrété alors pour les *hunafa*⁵ leur propre teinture dont le signe distinctif est la circoncision » (cité par Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.143). De nos jours, les auteurs musulmans modernes continuent d'évoquer ce verset pour justifier la circoncision.

Une minorité d'autres auteurs dont Nawal Al-Saadawi, Mustafa Kamal Al-Mahdawi et Jamal Al-Banna, s'oppose à cette pratique au nom du principe de la « perfection de la création de Dieu » (Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.144). Voici quelques versets qui illustrent cette idée « [...] de ton noble Seigneur qui t'a créé puis modelé et constitué harmonieusement ; -car il t'a composé dans la forme qu'il a voulue » (Coran 82 :68), « Oui, nous avons créé l'homme dans la forme la plus parfaite » (Coran 95 :4). De plus, ils soutiennent que la circoncision n'est pas mentionnée dans le Coran parce qu'elle est contraire à la philosophie de ce Livre (Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001).

Comme déjà évoqué, la circoncision n'est pas citée dans le Coran par contre, elle est attestée par la poésie ancienne et le *hadith* (Bosworh et al., 1986). Ce dernier est « l'ensemble des récits qui relatent les propos ou les actes de Muhammad, constituant ce que l'on appelle aussi la Tradition ou base de la Sunna du Prophète, elle-même considérée comme une des sources fondamentales du droit musulman ou fiqh » (Sourdel & Sourdel, 1996, p.324). Ces narrations furent propagées par les compagnons de Mohammed à d'autres personnes qui les transmirent à leur tour jusqu'au jour où toutes les informations furent regroupées dans des recueils par des

⁵ « Groupe arabe monétise qui n'est ni juif ni chrétien. Ce qualificatif est attribué aussi aux musulmans » (Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.143).

spécialistes. Les plus anciens recueils de *hadiths* dateraient de l'époque des Omeyyades⁶ (Sourdel & Sourdel, 1996).

Selon le *Dictionnaire Historique de l'Islam* (Sourdel et Sourdel, 1996), la circoncision serait liée à la notion de bienséance, « actes recommandés dans la vie quotidienne et justifiés généralement par les prescriptions du *hadith*, mais empruntés parfois aussi à un substrat local d'anciennes coutumes qui évoluèrent, selon les lieux et les époques, pour modeler de nombreux aspects des sociétés musulmanes médiévales et même modernes » (p.159). Dans les récits qui énumèrent les différentes règles de savoir-vivre, la circoncision est citée à côté de la taille de la moustache, du nettoyage des dents, de l'épilage des aisselles et du pubis, de la taille des ongles, de l'usage du cure-dents, de l'abondance et de la longueur de la barbe, etc. (Bosworh et al., 1978). Le nombre d'actes recommandés varie selon les différents érudits musulmans.

La position vis-à-vis de la circoncision n'est pas la même dans tous les *madhabs*, institutions créées « par un théologien de renom, un érudit, qui donne du corpus coranique et du *hadith* une lecture spécifique. C'est cette lecture, comparable à celle d'une école de pensée grecque, mais exclusivement réservée au domaine de l'interprétation religieuse, qui constitue le socle philosophique du *madhab* » (Chebel, 1995, p.253). Dans l'islam sunnite, il existe quatre écoles juridiques : le hanbalisme, le malikisme, le chafiisme et le hanafisme. Parmi ces quatre écoles, il n'y a que le chafiisme pour qui la circoncision est obligatoire (*wadjib*), tant pour les femmes que pour les hommes. Al-Nawawi, grand commentateur du *hadith* et figure importante de cette école, relève que « le point de vue saint (*sahih*) à l'intérieur de notre école, qui est partagé par la majorité de nos amis, c'est que la circoncision est permise mais n'est pas obligatoire dans la jeunesse, et un autre point de vue particulier est que le *wali* est obligé de faire circoncire les enfants avant qu'ils aient atteint l'âge adulte » (cité par, Bosworh et al., 1986). Pour les trois autres écoles, la circoncision est recommandée (*sunna*), voir fortement recommandée (*sunna mouaqqada*) (Chebel, 1992). L'opération est pratiquée entre un et quatorze ans, cet âge variant en fonction du pays. C'est un événement important dans la vie de l'enfant qui est

⁶ Dynastie de califes arabes qui a régné sur l'ensemble de l'Empire musulman (califat omeyyade, 661-750), depuis sa capitale Damas. (Larousse en ligne).

célébré avec beaucoup de gaîté. L'*Encyclopédie de l'Islam* (Bosworh et al., 1986) donne quelques exemples des festivités qui entourent la circoncision. À La Mecque, la coutume veut que la veille de l'opération l'enfant, habillé de manière somptueuse, se promène à cheval à travers les rues de la ville précédé d'un groupe d'hommes qui jouent du tambour et d'un autre groupe qui récite des *dhikrs*⁷. La circoncision est pratiquée le matin par un barbier, s'en suit un repas festif. En Égypte, il y a aussi un cortège, mais celui-ci se fait à pied ; l'enfant marche en début de cortège avec un mouchoir qui sert à couvrir une partie de son visage pour le préserver du mauvais œil ; la musique est aussi présente.

S'il est bien vrai que la circoncision ne tient pas une place primordiale dans les ouvrages de droit musulman, il n'en reste pas moins que cette pratique trouve de la valeur « dans l'esprit populaire » (Bosworh et al., 1986, p.21). Chebel (1995) relève l'importance du symbole que représente la circoncision islamique « on prélève sur le corps du mâle tout ce qui « entrave » son épanouissement spirituel, provoque son « impureté » » (p.101). Cette idée rejoint l'interprétation de la « circoncision spirituelle » faite par l'apôtre Paul, notion avancée dès le 1^{er} siècle après Jésus-Christ, que nous aborderons dans la section consacrée au christianisme.

III. Christianisme et circoncision

Chebel (1992) souligne que les chrétiens ont substitué la circoncision juive par le baptême et l'attribution du nom. Il est intéressant de noter que Jésus fut baptisé dans les eaux du Jourdain par Jean-Baptiste avant qu'il ne soit désigné comme le fils de Dieu. « La *circoncision de cœur* comme métaphore de la *circoncision du corps* est alors avancée comme un argument possible de l'identité chrétienne » (p.79). Mais avant d'en arriver là, la circoncision a été sujette à de fortes polémiques entre partisans et opposants. Les Évangiles ne donnent pas une idée précise de l'opinion de Jésus face à cette pratique mais, après sa mort, plusieurs positions se sont manifestées parmi ses disciples : « (1) la circoncision est nécessaire (c'est celle de Jacques le Juste) ; (2) la circoncision n'est pas nécessaire (c'est celle de Paul) ; (3) la circoncision est nécessaire pour les Judéens, mais pas pour ceux qui sont originaires

⁷ « Glorification d'Allah par un rituel phraséologique » (Larousse en ligne).

des autres nations (c'est celle de Luc) ; (4) la circoncision est abolie (c'est celle de Ep. 2,11-22 et des auteurs de l'*Évangile selon Thomas* 53, de l'*Épître de Barnabé* 9,1-9 et de l'*Épître à Diognète* 4,1.4) ; (5) la circoncision est positive (c'est celle des auteurs des *Odes de Salomon* 11,1-5 et de l'*Évangile selon Philippe* 82,26-29) » (Mimouni, 2013, p.124).

Dans son ouvrage *Circoncision masculine, circoncision féminine*, Aldeeb Abu-Sahlieh (2001) fait en outre mention du point de vue de trois figures chrétiennes importantes de l'époque que sont Justin, Origène et Cyrille le Grand. Arrêtons-nous quelque peu sur chacun de ces personnages. Le philosophe et martyr Justin (vers 100 - vers 165) fut un des premiers à défendre la foi chrétienne face aux juifs et aux autorités romaines. La circoncision occupait une place importante dans ses discours comme le témoignent les propos suivants : « La circoncision n'est pas essentielle au salut. Si elle l'était, Dieu n'aurait pas fait Adam incirconcis [...] La circoncision et les autres percepts bibliques ont été destinés au peuple juif à cause de leur dureté. Ils sont voués à disparaître après la venue du Christ. La circoncision charnelle a été remplacée par la circoncision spirituelle, celle qu'Enoch et ses pareils avaient observée. Les chrétiens ont reçu cette dernière circoncision dans le baptême, lequel est ouvert à tous » (Justin, cité par Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.109-110). Pour sa part, Origène, théologien d'origine égyptienne (185-254), se serait castré dans sa jeunesse, acte qui lui a valu d'être excommunié. Néanmoins, il est considéré comme un des auteurs chrétiens les plus influents. Origène considère que la circoncision doit être comprise de manière symbolique et juge ainsi que « la circoncision d'Abraham dans la chair n'est que le reflet de la circoncision spirituelle » (p.110). Il rappelle qu'outre la circoncision du prépuce, la Bible mentionne la circoncision du cœur, la circoncision des oreilles et la circoncision des lèvres ; prendre au pied de la lettre ces paroles est un non-sens. Par conséquent, la seule interprétation possible en matière de circoncision est l'interprétation symbolique. Le Patriarche d'Alexandrie, Cyrille le Grand (vers 376 - 380/444), personnage éminent de l'Église copte, reprend les mêmes arguments qu'Origène en considérant la circoncision comme une alliance spirituelle et non charnelle qui « entre en conflit avec la perfection de la création de Dieu » (p.111) comme le montrent ces propos : « En effet, s'infliger la circoncision sur les parties du corps dont se sert la nature pour engendrer, à moins d'avoir pour soi la plus belle des raisons, n'est pas sans ridicule, bien plus, cela revient à incriminer l'art

du Créateur, comme s'il avait surchargé la silhouette du corps de vaines excroissances » (Cyrille le Grand, cité par Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.111). Dans son article *La circoncision dans le Nouveau Testament*, Mimouni (2013) souligne que la question de la circoncision a été durant l'Antiquité classique et tardive une source de débats, premièrement entre Judéens eux-mêmes, deuxièmement entre Judéens et chrétiens et troisièmement entre juifs et chrétiens (p.128).

De nos jours, les chrétiens ne pratiquent plus la circoncision pour des raisons religieuses ; la «circoncision spirituelle» a donc remplacé la «circoncision charnelle», à l'exception de la communauté copte, qui continue à pratiquer cette opération sur ses enfants. Pour Chebel (1992) une des raisons qui explique cette attitude vient de leur capacité d'adaptation à un environnement musulman, environnement dans lequel ils vivent depuis des siècles et dans lequel la circoncision est répandue ; la seconde, bien plus importante, est due à « leur fidélité à une pratique indigène, d'inspiration pharaonique » (p.82) qui existait bien avant l'apparition des religions monothéistes. Erlich (1991) note que

la circoncision copte, en usage dans les communautés chrétiennes monophysites d'Égypte et d'Éthiopie, ne s'inspire pas directement des références religieuses précédentes. Différente sur le plan technique, elle comporte une simple péritomie et se déroule généralement à la fin de la première semaine de vie, en prélude au baptême qui a lieu vers le quatrième jour (cité par Chebel, 1992, p.82).

Chebel (1992) souligne qu'il existe des témoignages récents selon lesquels coptes et musulmans sont circoncis de manière quasi identique.

IV. Animisme et circoncision

Si aujourd'hui, on associe le plus souvent la circoncision au judaïsme et à l'islam, il n'en reste pas moins que cette pratique est bien antérieure à ces religions, comme c'est le cas en Afrique et en Océanie. Chebel (1992) note que la circoncision africaine peut s'expliquer en s'appuyant sur trois plans : cosmologique, ethnographique et médico-hygiénique et sexuel. En Afrique de l'Ouest, la circoncision est particulièrement répandue dans les divers groupes ethniques,

Dogons, Malinkés, Soninké, Bambaras, Yoruba, Bozos, car elle était connue bien avant l'expansion de l'islam au IX^{ème} siècle (Dieterlen, 1981). Pour ces groupes « dont la cosmogonie et la religion sont établies sur les mêmes principes » (Dieterlen, 1981, p.201), la circoncision est le plus souvent associée à un désordre de l'univers qui aurait été provoqué par un héros perturbateur nommé Ogo, Pemba ou Edshu selon les différentes ethnies. D'après la légende, il aurait volé le placenta divin et pour le punir de cette action il aurait été circoncis. « L'arrachement du prépuce fut la rançon de celui de son placenta terrestre : il sera répété ultérieurement pour tous les hommes : en circoncisant l'être humain, on répètera ce qu'a fait Ogo (sur le plan cosmique) pour tenter de s'emparer de sa jumelle [...] » (Dieterlen, 1981, p.202). Sur le plan ethnographique, la circoncision marque le passage de l'adolescence à l'âge adulte, le jeune devient donc un homme. Pour réussir ce passage, il est soumis à des rites d'initiation qui varient en fonction des ethnies, mais on peut observer que dans la plupart des cas, il s'agit d'épreuves d'endurance, collectives ou individuelles, réalisées avant ou après l'opération. « La circoncision s'avère ainsi comme une véritable école de courage » (Chebel, 1992, p.75). Quant au plan médico-hygiénique et sexuel, Chebel (1992) relève que la circoncision africaine rejoint les explications données par les autres religions. Elle est intimement liée à l'hygiène comme explique l'écrivain malien Diabaté « La propreté du corps est un signe certain de respect envers les autres et envers soi-même. Et c'est pourquoi nous faisons circoncire nos jeunes garçons » (cité par Chebel, 1992, p.101). De nos jours, la circoncision est toujours autant pratiquée en Afrique. Cependant avec les mutations, il y a de plus en plus de familles qui font circoncire leur garçon par des services médicaux. L'ethnologue Harry (1970) ajoute qu'en Guinée, « le non-circoncis, continue à être l'objet de mépris si bien que la circoncision est maintenue, mais elle tend à se dépouiller de toute signification initiatique » (cité par Chebel, 1992, p.76).

L'Océanie est un continent composé de nombreuses îles, chacune avec ses propres rituels, ce qui implique que la circoncision s'accompagne « de toutes sortes d'ablations sexuelles qui élargissent de fait le champ de sa signification : circoncision subpénienne, excision, infibulation, arrachage des dents, etc. » (Chebel, 1992, p.88).

Les rites d'initiation sont parfois très violents et comportent des mutilations corporelles ou sexuelles parmi lesquelles la subincision⁸. Pratiqué en Australie tout comme en Polynésie, cet acte est effectué sur les garçons au moment où les jeunes filles ont leurs premières menstruations. À cette occasion « garçons et filles saignaient symboliquement ensemble » (Perez, 2007, p.320) ce qui représente un signe d'alliance par le sang ainsi « les pénis subincisés sont associés aux vagins des filles qui saignent » (Perez, 2007, p.320). Cet événement fait partie intégrante de la vie du jeune polynésien, seuls quelques individus considérés comme intouchables y échappent. En effet, le garçon n'ayant pas subi de subincision a l'interdiction d'accéder au *marae*⁹, parce qu'il est considéré comme ne faisant pas partie de la société des adultes, et de participer aux grandes festivités de la communauté, car son éducation est inachevée (Perez, 2007).

Voici quelques illustrations du déroulement de ces rites initiatiques. En Australie, par exemple, la circoncision compte parmi les différents rituels que l'homme doit subir au cours de sa vie. Les aborigènes lui accordent une très grande importance, pour plusieurs raisons: premièrement, elle marque le passage de l'enfance à l'âge adulte ; deuxièmement, elle détermine qui sera la future épouse et troisièmement elle marque l'entrée du jeune garçon dans la vie religieuse de la tribu (Moizo, 1992). L'époque de la circoncision varie selon les différentes tribus, elle est le plus généralement réalisée entre dix et quinze ans, mais elle ne peut être pratiquée que lorsque l'initiateur estime que le garçon est prêt. Chez les Bunuba, par exemple, l'enfant est enlevé à sa famille et envoyé dans un lieu retiré où il sera initié avec d'autres jeunes. A cette occasion, il reçoit un objet cérémoniel, le rhombe¹⁰ confectionné par son grand-père paternel. Durant cette période, le gardien transmet aux jeunes une partie du savoir secret des hommes de leur tribu. Par la suite, les jeunes rentrent au village pour procéder au rituel. Celui-ci est accompagné de danses et de chants qui durent deux jours. Le troisième jour, les jeunes sont emmenés par les initiateurs sur le lieu où la circoncision sera pratiquée en

⁸ « La subincision consiste en une incision sous le pénis sur toute sa longueur, ouvrant la chair jusqu'au canal de l'urètre »

⁹ « En Polynésie, place sur laquelle se rassemblent les notables » (Larousse en ligne).

¹⁰ « Instrument de musique, constitué d'une planchette en os, en bois ou en ivoire, attachée à une cordelette et que le joueur fait tournoyer au-dessus de la tête » (Larousse en ligne).

compagnie des hommes du village, alors que les femmes restent à l'écart tout en pleurant et criant comme lors d'un décès.

Aux îles Marquises, la circoncision est pratiquée entre l'âge de huit et dix ans. À cette occasion, les garçons susceptibles d'être opérés sont réunis dans une case, appelée *case tabou*, dans laquelle le *taoua* (médecin) vient leur rendre visite et choisit ceux qu'il estime être prêts. Ces derniers restent enfermés dans la case tandis que les non aptes rentrent chez eux et reviendront l'année suivante. L'enfant le plus jeune est circoncis le premier. Lorsque tous ont été opérés, les couteaux sont brûlés et le *taoua* annonce au village que les enfants sont laissés pour une durée de dix jours sous la bienveillance de *Téhouna* qui l'a secondé durant les circoncisions (Perez, 2007).

DEUXIÈME PARTIE : SITUATION DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

Il s'agit dans cette partie d'examiner les différentes lois existantes, propositions de lois, pétitions, recommandations, résolutions, etc. en vue d'une possible interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales. L'étude se limitera à certains pays occidentaux, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche, les pays nordiques, les Etats-Unis et au Conseil de l'Europe. Ce choix est déterminé par l'existence de controverses sur le sujet dans ces pays-là.

I. Allemagne

Le Ministère public de la ville de Cologne dépose plainte contre un médecin généraliste ayant pratiqué une circoncision, à la demande des parents, sur un garçon de confession musulmane âgé de quatre ans. L'opération a entraîné des complications et l'enfant a dû être hospitalisé d'urgence pour cause de saignements (Gremaud, 2012). Le 7 mai 2012, le médecin est acquitté par le Tribunal de Grande Instance (Landgericht) de la ville, considérant qu'il n'a pas commis d'erreur médicale ni enfreint la loi car, en Allemagne, aucune loi interdit la circoncision (Fercot, 2012). Néanmoins, depuis le jugement, faire circoncire son enfant pour des raisons autres que médicales est une pratique qui porte atteinte à l'intégrité corporelle de l'enfant car, elle modifie son corps de manière irréversible (Mayer, 2012. De plus, elle « est contraire à l'intérêt de l'enfant qui doit décider plus tard par lui-même de son appartenance religieuse », « Le droit d'un enfant à son intégrité physique prime sur le droit des parents », (Le Temps, 26 juin 2012) et est « passible de condamnation » (Fercot, 2012). Cette décision suscite une réflexion sur les droits de l'enfant, les droits des parents, le droit à la liberté religieuse et le droit à la santé.

Le jugement de Cologne fait couler beaucoup d'encre, non seulement en Allemagne mais aussi dans d'autres pays tels que l'Autriche et la Suisse, comme nous le verrons ci-dessous. Médecins, juristes, associations de défense des enfants, communautés juives et musulmanes se livrent à d'explosifs débats (Versieux, 13 décembre 2012). Cela provoque un tollé au sein des juifs et musulmans comme le soulignent les propos de Rabbi Pinchas Goldschmidt « C'est la pire attaque contre la

vie juive depuis l'Holocauste. Si l'interdiction de faire circoncire les enfants est maintenue, il n'y a plus de vie juive possible en Allemagne » (cité par Versieux 17 juillet). Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, Dieter Graumann, rajoute que « La circoncision des nouveau-nés garçons est un élément essentiel de la religion juive et est pratiquée depuis des milliers d'années partout dans le monde » (Le Temps, 26 juin 2012, p.1).

La polémique prend une telle ampleur que le gouvernement allemand promet d'édicter le plus rapidement possible un texte autorisant la circoncision pour des motifs religieux, comme le montrent les propos tenus par la Chancelière allemande Angela Merkel « Je ne veux pas que l'Allemagne soit le seul pays au monde dans lequel les juifs ne peuvent pratiquer leurs rites. Sinon on passerait pour une nation de guignols » (Versieux, 17 juillet 2012, p.1). C'est ainsi que le 12 décembre 2012, le Bundestag (Parlement allemand) a voté (434 voix pour, 100 contre et 46 abstentions) une loi qui autorise ce rite mais sous certaines conditions : l'opération doit être pratiquée par un médecin ; toutefois, si l'enfant a moins de six mois au moment de l'opération, une personne ayant reçu une formation médicale, comme c'est le cas des *mohels*, est autorisée. De plus, l'anesthésie est vivement recommandée (Versieux, 13 décembre 2012).

Pourquoi cette controverse est-elle survenue à cette période ? Ce n'est sûrement pas la première fois qu'une circoncision pour des raisons non médicales entraîne des complications. Dans son article *Comment Berlin tente d'éteindre l'incendie du débat sur la circoncision*, Versieux (4 octobre 2012) émet l'hypothèse que « Le procès de Cologne serait sans doute passé totalement inaperçu » (p.1) sans l'intervention du professeur de droit de l'Université de Passau, Holm Putzke, fervent militant anti-circoncision. Il ajoute que « Le débat autour de la circoncision, limité jusqu'alors à un petit cercle de militants des droits de l'enfant, de juristes et de médecins, s'abat sur le pays comme un ouragan » (p.1). Cette idée est soutenue par Lemaitre (2012) lequel affirme que Putzke aurait averti un certain nombre de journaux à la fin du mois de juin ; le jugement ayant été rendu au début du mois de mai, le débat ne s'est enflammé qu'un mois plus tard.

II. Suisse

Le jugement du Tribunal de Grande Instance de Cologne fait des vagues en Suisse. Les différentes attitudes des hôpitaux suisses illustrent bien la complexité et les enjeux qui entourent cette pratique. A Zurich, le Kinderspital se donne un temps de réflexion nécessaire avant toute prise de décision. C'est ainsi qu'une équipe interdisciplinaire composée de pédiatres, d'urologues, de juristes et de théologiens est mise en place (Gremaud, 21 juillet 2012). Néanmoins, en attendant l'avis du groupe de travail, l'hôpital arrête de pratiquer les circoncisions pour des motifs religieux. Cette attitude provoque l'incompréhension des communautés juives et musulmanes. Le président de la Fédération d'organisations islamiques de Suisse¹¹, Hisham Maizar, « trouve curieux que l'hôpital zurichois ait décrété ce moratoire sur la base d'un jugement d'un tribunal allemand » (Le Temps, 20 juillet 2012). Quant à la vice-présidente de la Fédération suisse des communautés israélites¹², Sabine Simkhovitch-Dreyfus, elle dénonce une « réaction inappropriée » (Le Temps, 20 juillet 2012). Face aux critiques, le porte-parole du Kinderspital, Marco Stücheli, réagit par les propos suivants « [...] nous estimons qu'un moratoire crée les meilleures conditions pour la réflexion. D'autant que, sur un mois, nous ne recevons qu'une ou deux demandes de circoncision pour des motifs non médicaux. Et que nous comptons aboutir dans nos réflexions dans les plus brefs délais. Si possible avant la fin de l'été » (cité par Gremaud, 21 juillet 2012). A Saint-Gall, l'hôpital pédiatrique de Suisse orientale, emboîte le pas. Le moratoire zurichois est levé le 10 août 2012.

Cette décision des hôpitaux zurichois et saint-gallois surprend aussi la Fédération des médecins suisses ; son président, Jacques de Haller, relève qu'« Il n'y a pas de changement au niveau du droit suisse et donc aucune raison qu'un corps médical se prononce sur une intervention qui ne pose aucun problème de santé et de bien-être pour l'enfant. Les médecins cantonaux considèrent cette pratique au même niveau que le piercing ou le tatouage » (cité par Sassoon, 2012, p.1). En Suisse romande aussi, on est étonné par cette décision. Le Centre hospitalier universitaire

¹¹ Ci-après FOIS

¹² Ci-après FSCI

vaudois¹³ ne voit pas l'intérêt d'une telle interdiction. Selon le porte-parole de l'hôpital, Darcy Christen, il est nécessaire de « dédramatiser la chose » (cité par Le Temps, 20 juillet 2012, p.2) car les circoncisions pratiquées pour des raisons culturelles ou religieuses ne représentent que 10 à 20% des circoncisions pratiquées chaque année et, dans la majorité des cas, se déroulent sans complications. De plus, interdire ce type de circoncisions est courir le risque « que les parents fassent circoncire leurs enfants dans des salles arrières d'un cabinet dans des mauvaises conditions d'hygiène » chose que redoute Jean-Marc Joseph, chirurgien pédiatre au CHUV (cité par Sassoon, 2012). Même son de cloche au sein de l'hôpital fribourgeois¹⁴ qui trouve la décision précipitée, car « Aucun juge ni commission d'éthique suisse ne s'est prononcé sur cette affaire » (Vermeulen cité par Packiry, 2012) et s'inquiète d'un tourisme de la circoncision dans d'autres pays ou dans les pays d'origine, lieux où l'opération est pratiquée dans des conditions d'hygiène parfois douteuses. Pour Dominique Sprumont (2013)¹⁵, professeur de droit de la santé à l'Université de Neuchâtel, le choix opéré tant par le CHUV que par les Hôpitaux Universitaires de Genève¹⁶ est tout à fait pertinent, car les bases légales n'ayant pas changé, il n'y a donc pas de quoi s'inquiéter.

Il est intéressant de noter que bien avant la décision du tribunal de Cologne, il y a déjà eu en Suisse un débat autour de la circoncision, même s'il est resté assez discret.

En janvier 2010, lors de l'assemblée des délégué-e-s des Verts suisses, dans l'ordre du jour, il est question des mutilations génitales féminines et, dans un deuxième temps, de la circoncision. L'idée de débattre sur la circoncision est lancée par le bernois Diego Hättenschwiler pour qui cette pratique « est une atteinte à l'intégrité physique. Elle est beaucoup moins grave que ce qui est infligé aux femmes et ne se place pas sur le même niveau. Mais c'est un sujet dont on a très peu parlé en Suisse. Il faut briser ce tabou et en discuter » (cité par CICAD, 13 janvier 2010, p.1). Markus Theunert, président de Masculinités.ch soutient cette idée en affirmant qu' « En principe on ne peut créer une atteinte de la sorte sans raison supérieure comme une

¹³ Ci-après CHUV

¹⁴ Ci-après HFR

¹⁵ Voir note en bas de page n°2.

¹⁶ Ci-après HUG

raison médicale. Une raison religieuse en est-elle une aussi ? La question mérite un débat » (cité par CICAD, 13 janvier 2010, p.1). Dès que les communautés juives et musulmanes apprennent la nouvelle, de vives réactions s'en suivent. Alors, pour calmer les esprits, le président du parti, Ueli Leuenberger souligne que cette proposition en est une parmi d'autres et qu' « Elle demande un débat sur une question controversée au sein de nos rangs » (cité par CICAD, 13 janvier 2010, p.1).

III. Autriche

Tout comme en Suisse, la polémique du jugement de Cologne s'empare de l'Autriche. Le gouverneur de la province du Vorarlberg, Markus Wallner, recommande aux médecins de cette région de ne plus pratiquer les circoncisions pour des motifs religieux (Reuters, 30 juillet 2012). De même, un hôpital de Graz décide d'interrompre provisoirement les circoncisions. Pour calmer les esprits, la ministre de la justice, Beatrix Karl répète haut et fort que la législation autrichienne à ce sujet est claire : « *Ce n'est pas un délit* » (citée par Fillitz, 2012). Après cette annonce rassurante pour le corps médical, les médecins sont autorisés à reprendre les interventions (Reuters, 30 juillet 2012).

IV. Pays nordiques

La Suède adopte en 2001 une loi autorisant la circoncision sous certaines conditions : l'enfant doit être âgé d'au moins deux mois, l'intervention est autorisée seulement si elle est pratiquée par un professionnel de la santé ou un religieux spécialement agréé, le consentement des parents est indispensable, elle ne peut pas être réalisée sans anesthésie prescrite par un médecin ou une infirmière (Bresson, 2013). Même si la loi de 2001 fait l'objet d'un large consensus, il n'en reste pas moins que de nombreuses associations œuvrant en faveur des droits de l'enfant la remettent régulièrement en question et appellent les autorités à la modifier. En effet, pour ces associations, la circoncision est une opération risquée, de plus elle se fait sans le consentement de l'enfant. C'est ainsi qu'en septembre dernier, l'ombudsman des enfants, Fredrik Malmberg, explique que la loi suédoise est contraire à l'article 24

alinéa 3 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant¹⁷ (1989) laquelle prône que « Les Etats parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants »¹⁸. Selon Malmberg, la circoncision doit s'effectuer seulement sur des enfants capables de comprendre ce que l'opération implique et pour cela la loi de 2001 doit être modifiée.

En Norvège, le ministère de la santé annonce, en novembre 2013, que le pays va édicter une loi visant à réglementer la circoncision pratiquée pour des raisons culturelles ou religieuses ; la proposition législative sera présentée au courant du printemps 2014. L'initiatrice de ce projet est l'ombudswoman des enfants, Anne Lindboe, qui souhaite interdire cet acte sur des garçons de moins de seize ans, sauf s'il existe des besoins médicaux. Selon elle, la circoncision représente une opération irréversible, douloureuse et risquée. Le point de vue d'Anne Lindboe est partagé par certains membres du Parti travailliste et du Parti du centre. Mais d'autres avis divergent. En effet, une interdiction inciterait à des pratiques illégales dans des conditions qui pourraient mettre en danger la vie de l'enfant (RT, 2013).

En Finlande, la ministre des services sociaux, Maria Guzenina – Richardson affirme que la question du bien-fondé d'adopter une loi pour les circoncisions réalisées pour des raisons non médicales doit être discutée au sein du gouvernement. En effet, dans ce pays, les conditions dans lesquelles les circoncisions doivent être pratiquées ne sont pas définies, par conséquent les tribunaux rendent des décisions différentes (Liphshiz, 2012). En septembre 2012, le parti d'opposition Les Vrais Finlandais demande au gouvernement une interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales pratiquées sur des enfants de moins de quinze ans. Le député Vesa-Matti Saarakkala justifie cette position en affirmant que la Constitution finlandaise garantit le droit à l'intégrité personnelle ; de plus, l'excision étant déjà considérée comme une voie de fait, il y a donc une discrimination juridique vis-à-vis de la circoncision qui n'a pas encore de législation. Mais d'autres ont un point de vue différent. C'est le cas du député démocrate-chrétien Jouko Jaaskelainen qui estime que la circoncision est une intervention mineure, qu'il n'y a pas de raison de l'interdire et

¹⁷ Ci-après CDE

¹⁸ Retranscription des propos tenus par Jean-Paul Pournon, récupérés de <http://www.franceinfo.fr/europe/suede-debat-sur-l-interdiction-de-la-circoncision-1158201-2013-09-28>

que des études ont démontré qu'elle peut prévenir certaines maladies (Liphshiz, 2012).

En août 2012, le gouvernement danois demande une étude afin de déterminer si les circoncisions réalisées pour des raisons non médicales violent le code de la santé, se basant sur des faits remontant à juillet 2012 lorsque le quotidien Politiken publie un article stipulant que le Conseil national de la santé danois n'a pas surveillé les conditions dans lesquelles se pratiquent les circoncisions. Il faut souligner que depuis peu la circoncision suscite un vif débat dans le pays, certains ayant lancé l'idée d'une possible interdiction de cette pratique. La première ministre, Helle Thorning-Schmidt, déclare dans ce même quotidien que le gouvernement va examiner les recommandations concernant la santé publique qui existent à ce sujet. De même, le plus grand parti du pays, Venstre, estime qu'il faut attendre les conclusions de l'étude avant de demander ou non une interdiction de la circoncision (CICAD, 2012).

Le 30 septembre dernier, les ombudsmans des enfants des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) ainsi que des représentants d'associations de pédiatres et de chirurgiens pédiatres, se réunissent à Oslo afin de discuter des problèmes liés à la circoncision pratiquée pour des raisons autres que médicales. Le corps médical estime que la circoncision opérée sans indication médicale sur une personne incapable de discernement s'oppose aux principes fondamentaux de l'éthique médicale, en particulier parce que l'opération est irréversible, douloureuse et peut entraîner des complications graves (CRIN, 2013, §1). Quant aux ombudsmans, ils estiment que la circoncision est en conflit avec la CDE, notamment avec l'article 12 sur le droit de l'enfant à exprimer sa propre opinion sur toutes les questions le concernant, ainsi que l'article 24 alinéa 3 sur la protection contre les « pratiques traditionnelles préjudiciables » à sa santé (CRIN, 2013, §2). Pour les participants à la discussion, il est essentiel que le droit de l'enfant à l'intégrité physique prime sur les droits des parents. De plus, l'intérêt supérieur de l'enfant doit toujours être prioritaire, même si cela peut limiter le droit des adultes à accomplir leurs pratiques religieuses ou traditionnelles (CRIN, 2013, §3). Pour terminer, ils demandent à leurs gouvernements respectifs de prendre toutes les mesures qui s'imposent afin que les enfants aient la possibilité de décider par eux-mêmes s'ils veulent ou non se faire circoncire (CRIN, 2013, §6).

V. Conseil de l'Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe¹⁹ adopte le 1^{er} octobre 2013 (78 voix pour, 13 contre et 15 abstentions) une résolution sur *Le droit des enfants à l'intégrité physique*. C'est la députée socialiste allemande Marlene Rupprecht qui se charge du rapport sur cette question. Son choix n'est pas anodin, car elle a déjà été au centre des débats lors de la polémique en Allemagne. En effet, « L'Assemblée parlementaire est particulièrement préoccupée par une catégorie particulière de violations de l'intégrité physique des enfants (...) Ces pratiques comprennent notamment (...) la circoncision de jeunes garçons pour des motifs religieux (...) » (APCE, 2013, §2). Dans la résolution, les parlementaires incitent vivement les États membres « à adopter des dispositions juridiques spécifiques pour que certaines interventions et pratiques ne soient pas réalisées avant qu'un enfant soit en âge d'être consulté » (APCE, 2013, §7.7) et en ce qui concerne la circoncision pratiquée pour des raisons non médicales, ils préconisent de « définir clairement les conditions médicales, sanitaires et autres à respecter » (APCE, 2013, §7.5.2).

Comme on pouvait s'y attendre, cette résolution fait des vagues au sein des communautés juives et musulmanes qui estiment que comparer la circoncision aux mutilations génitales féminines et les classer dans une même catégorie est un non-sens. La réponse de Madame Rupprecht défend la position de l'APCE et affirme que ce texte ne vise pas et, en aucun cas, ne condamne telle ou telle communauté religieuse ou les pratiques qui lui sont associées. Bien au contraire, elle a pour but de lancer un débat public « y compris à un dialogue interculturel et interreligieux, pour dégager un consensus le plus large possible sur le droit des enfants à la protection contre les violations de leur intégrité physique » (citée par, de Sauto 6 octobre 2013, p.2). Elle ajoute que « La mission du Conseil de l'Europe est de promouvoir le respect des droits humains, y compris les droits des enfants, sur un pied d'égalité avec la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » (citée par, de Sauto 6 octobre 2013, p.2).

¹⁹ Ci-après APCE

VI. États-Unis

La circoncision s'est développée aux États-Unis vers la fin du XIX^{ème} siècle pour des raisons d'hygiène principalement. Par la suite les médecins ont justifié cette pratique en affirmant qu'elle constituait une solution à de nombreuses maladies. Ces arguments ont fait augmenter de manière considérable le nombre de circoncisions. En effet elles ont passé de quelques-unes avant 1870 à 80% des garçons au cours des années 1980. De nos jours, elle constitue encore une pratique courante, pour diverses raisons, mais principalement par cohésion sociale, reconnaissant des avantages pour la santé (cancer du pénis, infections urinaires, diminution de contracter le VIH). Dans la plupart des cas, elle se pratique à la maternité le jour de la naissance voire quelques jours plus tard (Droit au corps, 2013).

Parallèlement, des mouvements anti circoncision ont commencé à surgir, connus plus communément sous le nom *intactivistes*, de l'anglais *intactivism*. C'est la contraction du terme *intact* et du terme *activisme*. Le mouvement *intactiviste* est apparu aux États-Unis dans la seconde partie du XX^{ème} siècle et notamment à la fin des années 1970, période à laquelle le taux de circoncision néonatale était à son plus haut niveau de l'histoire du pays. Pour les *intactivistes*, cette pratique implique une perte des fonctions sexuelles, ainsi qu'une atteinte à l'intégrité physique du garçon. De plus, elle provoque une souffrance physique et morale qui peut avoir des conséquences à long terme sur l'enfant. Pour toutes ses raisons, ils estiment qu'il faut attendre que l'enfant ait atteint l'âge de la majorité et décide par lui-même s'il veut subir une telle opération. Ce mouvement n'a cessé de prendre de l'ampleur ; il trouve de plus en plus d'adeptes aussi bien aux États-Unis que dans le reste du monde. Les associations *intactivistes* les plus connues sont : NOCIRC, Intact America, Doctors Opposing Circumcision, Nurses for the Rights of the Child, Attorneys for the Rights of the Child, MGMbill (Droit au Corps, 2013).

Ces dernières années, les militants ont intenté de nombreuses actions. Au printemps 2011, par exemple, ils ont présenté aux autorités de la ville de San Francisco une pétition visant à interdire la circoncision avant l'âge de 18 ans. Selon les règles électorales californiennes, elle aurait pu être soumise à votation, ayant obtenu plus

de 7'000 signatures. Le texte prévoyait une amende de 1'000 dollars et un maximum d'un an d'emprisonnement pour toute personne ayant enfreint la loi (Sultan Danino, 2011). Pour les opposants, les communautés juives et musulmanes, ce texte, même accepté, aurait de toute manière été annulé par la Cour Suprême, car il est contraire à la Constitution américaine qui garantit la liberté de croyance et de religion (DeLaet, 2012). Plus tard, la juge de la Cour supérieure, Loretta Giorgi a déclaré que le texte ne pouvait pas être soumis au vote puisque seul le gouvernement californien possède l'autorité légale de réglementer la procédure (DeLaet, 2012). Finalement, après une vaste polémique autour de la liberté religieuse et du libre choix parental, les espoirs des militants ont été réduits à néant. En effet, le gouverneur de Californie a finalement promulgué une loi préservant la liberté de la circoncision (DeLaet, 2012). En janvier 2013, les membres de MGMbill ont proposé une loi, soumise au Congrès américain et aux parlements de dix États, dans le but d'interdire la circoncision de tout garçon mineur. Mais la proposition ne reçut l'aval d'aucun sénateur (Droit au Corps, 2013).

Les descriptions des situations allemande, suisse, autrichienne, scandinave, américaine ainsi que celle du Conseil de l'Europe ont permis de mettre en lumière les différentes lois, propositions de lois, pétitions, recommandations, résolutions avancées ces dernières années en vue d'une éventuelle interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales. Si certains pays comme l'Allemagne et la Suède autorisent cette pratique sous certaines conditions, pour la grande majorité des autres pays cet acte reste un sujet de discussion. Actuellement, aucun état n'a promulgué une loi interdisant la circoncision sur des enfants incapables de discernement.

TROISIÈME PARTIE : CIRCONCISION ET JURISPRUDENCE

Après les milieux religieux, médicaux et politiques, c'est au tour des milieux juridiques d'être touchés par la controverse sur la circoncision. Il s'agit dans cette partie d'analyser les différentes interprétations que l'on peut faire des instruments juridiques existants aussi bien au niveau international qu'au niveau suisse. En effet, dans les différentes conventions, il n'est jamais formellement fait mention de cette pratique.

La CDE, par exemple, ne contient aucun article qui énonce formellement cet acte, néanmoins plusieurs d'entre eux y font référence de manière implicite : l'article 2 (non-discrimination), l'article 3 (intérêt supérieur de l'enfant), l'article 5 (encadrement parental et développement des capacités de l'enfant), l'article 6 (droit à la vie, à la survie et au développement), l'article 12 (respect des opinions de l'enfant), l'article 14 (liberté de pensée, de conscience et de religion), l'article 18 (responsabilités parentales), l'article 19 (protection contre toute forme de violence) et l'article 24 (santé et soins de santé).

Tout comme sur le plan international, au niveau suisse, il n'existe aucune jurisprudence concernant la circoncision pratiquée pour des raisons religieuses ou culturelles, contrairement aux mutilations génitales féminines. Les lois en vigueur peuvent donc être interprétées de diverses manières. Pour Hiltbrunner et Egbuna-Joss (2013), il est difficile de prédire quelle interprétation les tribunaux feraient d'une affaire similaire à celle de Cologne si cette dernière se produisait en Suisse. Il s'agit donc d'analyser les différentes dispositions juridiques existantes, tant dans la Constitution fédérale²⁰ que dans le Code pénal suisse²¹ et le Code civil suisse²², qui pourraient être utilisées comme argument contre ou en faveur de la circoncision. La problématique est vaste, car elle touche à de nombreux domaines : le droit à l'intégrité physique (I), la liberté de croyance et de religion (II), les droits parentaux et les droits de l'enfant (III).

²⁰ Ci-après Cst.

²¹ Ci-après CP

²² Ci-après CC

I. Intégrité physique

A. Au niveau international

L'art. 24 al. 3 CDE précise que « Les États parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants ».

Dans un premier temps, il s'agit de définir ce que l'on entend par *pratiques traditionnelles préjudiciables* puisqu'il n'existe aucune définition dans les instruments internationaux. Dans un deuxième temps, de savoir si la circoncision peut être considérée comme telle. Les exemples suivants sont tirés de différents documents d'organismes œuvrant en faveur des droits de l'enfant et de l'Homme et illustrent les nombreuses interprétations que l'on peut donner à cette notion :

- (...) le fait de suivre une règle d'action sur le plan moral ou social, qui est un héritage du passé et qui crée un préjudice à la santé morale et/ou physique de l'enfant et/ou qui met en danger son développement (Institut International des droits de l'enfant (IDE), 2008, p.1).
- (...) reflètent les valeurs et les croyances d'une communauté, souvent partagées par ses membres depuis de nombreuses générations. Chaque groupe social possède des pratiques et des croyances traditionnelles qui lui sont propres. Parmi celles-ci, certaines sont bénéfiques à l'ensemble des membres, tandis que d'autres s'avèrent préjudiciables (Haut-commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme (OHCHR), 1994).
- (...) elles sont fondées sur la tradition, la culture, la religion ou la superstition et sont perpétrées et ouvertement tolérées par les parents de l'enfant et les adultes importants au sein de sa communauté. En effet, ces pratiques bénéficient souvent d'un soutien majoritaire au sein de communautés, voire d'États entiers (Conseil International des ONG sur la violence contre les enfants, 2012, p.11).

Pratiquée en Égypte à l'époque des Pharaons, dans le judaïsme, dans l'islam, dans certaines communautés chrétiennes (notamment les coptes d'Égypte et d'Éthiopie), dans plusieurs religions animistes (en Afrique et dans certaines communautés autochtones), la circoncision est sans nul doute considérée comme une *pratique traditionnelle*, tout le monde s'accordant sur ce point. Par contre, les avis divergent sur le fait qu'elle soit *préjudiciable*.

Le juriste Aldeeb Abu-Sahlieh (2001) critique la position des instances internationales à ce sujet. Il leur reproche de ne pas lutter contre la circoncision masculine car, pour lui, « La circoncision, tant masculine que féminine, est une atteinte à l'intégrité physique qui réduit les fonctions naturelles et conduit à des complications physiques, psychiques et sexuelles et parfois à la mort. De ce fait, elle est une violation du droit à l'intégrité physique et au droit à la vie » (p.448). Il faut nuancer quelque peu les propos tenus par Aldeeb Abu-Sahlieh puisqu'ils datent de 2001.

Dans son Observation générale n°13 de 2011 sur *Le droit de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes de violence*, qui fait référence à l'art. 19 CDE, le Comité des droits de l'enfant²³ propose une liste non exhaustive des formes de violence dans laquelle sont incluses les *pratiques préjudiciables*. Il est intéressant de souligner que la circoncision n'y est pas citée, au contraire des mutilations génitales féminines, de la scarification, des rites initiatiques violents, du mariage forcé et du mariage précoce, entre autres. (§29). Dans ses directives adressées aux États parties à propos de la forme et du contenu des rapports périodiques, le CRC (2010) cherche « des informations utiles et actualisées concernant (...) les mesures visant à interdire et à éliminer toutes les formes de pratiques traditionnelles préjudiciables, notamment les mutilations génitales féminines et les mariages précoces et forcés » (§34). Ici encore, la circoncision n'est pas mentionnée de façon explicite. Par contre, le terme *toutes les formes* peut inclure la circoncision pour autant qu'on la considère comme *préjudiciable*. De même, dans l'Observation générale n°4 de 2003 sur *la santé et le développement de l'adolescent dans le contexte de la Convention relative aux droits de l'enfant*, il est demandé aux États parties de prendre toutes les mesures nécessaires notamment pour « Protéger les adolescents contre toutes les pratiques traditionnelles dangereuses telles que les mariages précoces, les crimes d'honneur et les mutilations sexuelles féminines » (§39).

Bien que le CRC ne considère pas la circoncision comme une *pratique traditionnelle préjudiciable*, il se montre, néanmoins, préoccupé par les conditions dans lesquelles elle est réalisée. Ces inquiétudes apparaissent dans les observations finales adressées respectivement à l'Afrique du Sud et au Lesotho où il est demandé à l'État partie d'améliorer les conditions d'hygiène, parfois dangereuses dans lesquelles se

²³ Ci-après CRC

déroulent les circoncisions. L'État partie doit aussi « prendre des mesures efficaces, notamment sur le plan de la formation des praticiens et de la sensibilisation de l'opinion, pour veiller à la santé des garçons et éviter que la circoncision ne soit pratiquée dans des conditions présentant un risque sanitaire » (CRC, 2000, §33). Ces recommandations reflètent bien que le CRC vise principalement de meilleures conditions pour la pratique de la circoncision et non pas une condamnation en vue d'une interdiction.

Outre le CRC, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son Observation générale n°14 de 2000 sur *Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint* qui fait référence à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²⁴ (1966), note que les États parties ont l'obligation d'adopter des mesures efficaces et appropriées en vue de supprimer les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants, plus particulièrement des filles, « qu'il s'agisse du mariage précoce, des mutilations génitales ou des préférences manifestées à l'égard des enfants de sexe masculin en matière d'alimentation et de soins » (§24). Cette idée se réfère à la résolution de l'Assemblée mondiale de la santé (1994) sur la *Santé maternelle et infantile et planification familiale : pratiques traditionnelles nocives pour la santé des femmes et des enfants*. Pour sa part, l'Institut international des Droits de l'Enfant²⁵ (2008), dans un document intitulé *Les enfants victimes de pratiques coutumières préjudiciables*, établit une liste de différentes pratiques, mais ne mentionne pas la circoncision.

Il est intéressant de noter que, contrairement aux différentes observations générales mentionnées ci-dessus, le Conseil International des ONG sur la Violence contre les Enfants (2012), dans son rapport *La violation des droits de l'enfant : Pratiques néfastes fondées sur la tradition, la culture, la religion ou la superstition*, inclut la circoncision dans la liste concernant ces types de pratiques. En effet, le Conseil reconnaît que la circoncision pratiquée pour des raisons non médicales et sans le consentement des enfants « constitue une violation flagrante de leurs droits, notamment le droit à l'intégrité physique, à la liberté de pensée et de religion et à la protection de la violence physique et mentale » (p.34). Par ailleurs, le Conseil relève

²⁴ Ci-après Pacte I

²⁵ Ci-après IDE

que « La circoncision masculine a été hautement négligée dans les débats traditionnels sur les pratiques néfastes en raison de ses liens religieux solides, en particulier avec le judaïsme et l'islam, et du fait qu'elle est largement acceptée dans de nombreuses sociétés » (p.33). Le fait qu'elle est « l'une des procédures chirurgicales les plus anciennes et les plus courantes » (p.34) est une autre raison qui pourrait expliquer ce désintérêt de considérer la circoncision comme une pratique préjudiciable. De même, dans sa résolution *Le droit des enfants à l'intégrité physique*, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2013) dresse une liste de violations dans laquelle est incluse « la circoncision de jeunes garçons pour des motifs religieux » (APCE, 2013, §2).

Comme nous l'avons vu dans la section dédiée aux différents pays et législations en matière de circoncision, le 30 septembre 2013, les ombudsmans des pays nordiques ont voté une résolution intitulée « Laisser les garçons décider par eux-mêmes s'ils veulent ou non se faire circoncire »²⁶ en argumentant que cette pratique entre en conflit avec l'art. 24 al. 3 CDE sur *les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé* ; on peut donc en déduire que la circoncision y est incluse.

Dans les différents textes que nous venons d'examiner, il ressort que la circoncision n'est pas toujours mentionnée formellement comme une *pratique traditionnelle préjudiciable*, contrairement aux mutilations génitales féminines, à l'exception du rapport du Conseil International des ONG sur la Violence contre les Enfants (2012) et du texte de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2013).

Cependant, l'art. 19 al. 1 CDE énonce que l'État partie doit « protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques (...) pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié ». Si l'on estime que la circoncision représente une atteinte à l'intégrité physique de l'enfant, le terme *toute forme* permet de l'inclure dans la définition précédente.

²⁶ Traduction libre de l'anglais

B. En Suisse

En Suisse, l'art. 10 al. 2 Cst. stipule que « Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à l'intégrité physique et psychique et à la liberté de mouvement ». Dans cette disposition sont aussi inclus les enfants qui ne sont pas capables de discernement. Pour ces derniers, ce sont les parents qui donnent leur consentement à leur place (Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013). La protection de l'intégrité physique est aussi mentionnée dans l'art. 11 Cst. « Les enfants et les jeunes ont droit à une protection particulière de leur intégrité et à l'encouragement de leur développement » (al.1). Cette disposition élargit en quelque sorte la protection déjà existante dans l'art. 10 al. 2 Cst. (Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013). Cet article peut servir de référence à tous ceux qui estiment que la circoncision constitue une atteinte à l'intégrité physique de l'enfant.

En ce qui concerne le Code pénal suisse, l'article 122 sur les lésions corporelles graves et l'article 123 sur les lésions corporelles simples peuvent être évoqués car, d'une part, ils condamnent « celui qui, intentionnellement, aura mutilé le corps d'une personne, un de ses membres ou un de ses organes importants » (art.122) et d'autre part « Celui qui, intentionnellement, aura fait subir à une personne une atteinte à l'intégrité corporelle ou à la santé » (art.123 al.1). La liberté personnelle protège en premier lieu l'intangibilité du corps humain en tant qu'élément central de la dignité humaine. Toute intervention sur le corps humain qu'elle entraîne la mort, cause une lésion grave ou légère, qu'elle soit volontaire ou accidentelle, constitue une atteinte à la liberté personnelle (Auer et al., 2006). La circoncision peut être incluse dans la définition précédente puisqu'il s'agit d'une intervention chirurgicale. Idée qui est soutenue par Dominique Sprumont (2013), lequel relève que cet acte « doit être considéré comme une lésion corporelle au sens du droit pénal »²⁷ puisque il y a ablation du prépuce ce qui implique une modification définitive du pénis des hommes ayant subi une telle opération. Par contre, Sprumont ajoute que la question de savoir si la circoncision constitue une lésion corporelle simple ou une lésion corporelle grave reste ouverte. Car si cette pratique était considérée comme une lésion corporelle grave, « les juges d'instruction devraient systématiquement

²⁷ Voir note en bas de page n°2 (min.12).

intervenir lorsqu'il y a circoncision pour faire une enquête, pour vérifier si les conditions légales sont remplies, ce n'est pas le cas »²⁸. Maintenant, si cet acte est considéré comme une lésion corporelle simple, cela implique que la victime elle-même intente une action en justice, mais cela ne s'est encore jamais produit. En effet, il n'existe pas d'arrêt faisant référence à un enfant ayant atteint l'âge de capacité de discernement ou l'âge de la majorité, qui dépose plainte contre ses parents ou contre un médecin pour lui avoir fait subir une circoncision lorsqu'il n'était pas en âge de consentir. Il est possible que des enfants se soient plaints par la suite d'avoir été circoncis ou des personnes qui se sentent fortement atteintes dans leur intégrité corporelle suite à cette intervention, mais Dominique Sprumont relève qu'il n'existe aucune « traduction juridique de ces plaintes »²⁹.

Pour leur part, Hiltbrunner et Egbuna-Joss (2013), relèvent que la doctrine juridique est plutôt d'avis que la circoncision pour des raisons religieuses ou culturelles doit être considérée comme voie de fait simple (art. 123) et non grave (art. 122) position divergente de celle de Dominique Sprumont. D'autres juristes également ne sont pas d'accord quant à l'interprétation de l'article 123 en cas de circoncision pour motifs autres que médicaux. Ainsi, Günter Stratenwerth, ancien professeur de droit de l'Université de Bâle, estime que la circoncision est une atteinte au corps de l'enfant. Comme celle-ci n'est poursuivie que « sur plainte » (art.123 al.1) de l'enfant concerné ou de ses parents, il déclare qu'aucune condamnation pénale pour cette pratique n'a été prononcée en Suisse jusqu'à maintenant (NZZ, 2012). Le professeur de droit pénal de l'Université de Zurich, Martin Killias, lui, relève que la circoncision pourrait être punie d'office en évoquant l'alinéa 2 de l'article 123 lequel stipule que l'auteur de l'infraction « sera poursuivi d'office - s'il s'en est pris à une personne hors d'état de se défendre ou à une personne, notamment à un enfant, dont il avait la garde ou sur laquelle il avait le devoir de veiller » (art.123 al.2). Dans le cas du jugement de Cologne, cette exigence est respectée puisqu'il s'agissait d'un garçon âgé quatre ans (NZZ, 2012). Killias ajoute que le médecin ayant pratiqué l'opération n'est pas la seule personne passible de poursuites, les parents de l'enfant le sont aussi, car ce sont eux qui ont fait la demande d'une intervention chirurgicale (NZZ, 2012). Stratenwerth est d'accord avec Killias sur le fait de s'appuyer sur l'alinéa 2.

²⁸ Voir note en bas de page n°2 (min. 59).

²⁹ Idem., min.60.

Cependant, il enchérit que le sens de cette disposition pénale est autre ; la circoncision ne doit pas être vue comme une agression envers les enfants, profitant ainsi de leur impuissance mais, comme une pratique à la demande des parents, laquelle met en jeu l'acceptation de l'enfant au sein de sa communauté religieuse (NZZ, 2012).

Il ressort de cette discussion que la circoncision peut être considérée comme une lésion corporelle, mais quant à savoir si elle constitue une lésion corporelle grave ou une lésion corporelle simple les avis divergent et sont soumis aux diverses interprétations que l'on peut faire des articles 122 et 123 du Code pénal. Dominique Sprumont (2013) relève que même si cette pratique est considérée comme une lésion corporelle, cela ne veut pas dire qu'elle est obligatoirement condamnée par le droit. Il compare avec des piqûres qui sont faites chez le médecin ou du perçage des oreilles, ces actes représentent aussi des lésions corporelles tout comme la circoncision. Il ajoute que « les lésions corporelles peuvent aussi être admises pour autant qu'il y ait un motif justificatif »³⁰.

Contrairement à la circoncision, il existe dans le code pénal suisse, depuis le 1^{er} juillet 2012, un article sur les mutilations génitales féminines. Article selon lequel « Celui qui aura mutilé des organes génitaux féminins, aura compromis gravement et durablement leur fonction naturelle ou leur aura porté toute autre atteinte sera puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 180 jours amende au moins » (art.124 al.1). Lors de la révision du code pénal en vue d'introduire l'article 124, la commission n'a pas trouvé utile d'inclure la circoncision dans le texte estimant que celle-ci ne pose pas de problèmes particuliers. Pourtant, lors de la procédure de consultation, certains parlementaires n'étaient pas de cet avis « (...) la circoncision que l'on fait subir aux jeunes garçons, fondée sur la religion ou la culture, constitue aussi une mutilation qui porte atteinte à l'intégrité physique des intéressés. Toute intervention chirurgicale pratiquée sur les organes génitaux de personnes mineures de l'un ou l'autre sexe représente une violation du droit à l'intégrité corporelle garanti par la CEDH » (Rapport sur les résultats de la procédure de consultation, 2009, p. 17). Cet avis est partagé par le fervent opposant à la circoncision, Aldeeb Abu-Sahlieh (2011), qui dans un commentaire à propos de

³⁰ Idem., min.59.

l'adoption de l'article 124, estime que « Cette loi, bien qu'utile, est discriminatoire parce qu'elle ne sanctionne pas la circoncision masculine faite sans raison médicale. Or, tous les documents internationaux et la Constitution suisse interdisent la discrimination sur la base du sexe » (cité par Zuercher, §5).

Dans ce même ordre d'idée, le 28 septembre 2012, la conseillère nationale socialiste, Jacqueline Fehr, déposa une interpellation intitulée *Opérations génitales à caractère rituel (circoncision) ou esthétique et droit de l'enfant à son intégrité physique*. En se basant sur plusieurs articles de la CDE, la conseillère nationale note qu'une intervention portant atteinte à l'intégrité physique doit se faire avec le consentement de la personne concernée, ce qui n'est pas le cas pour la circoncision, laquelle se pratique le plus souvent sur des enfants en bas âge ; puis elle questionne le Conseil fédéral sur le manque de jurisprudence en la matière. La réponse de ce dernier à Madame Fehr est sans ambiguïté : lorsque le Parlement a adopté l'article 124 du Code pénal suisse, il n'a pas jugé nécessaire d'« étendre son champ d'application à la circoncision » (cité par Fehr, 2012, § 4) et il n'existe aucun motif qui justifie un retour en arrière. De plus, « La poursuite pénale relève du pouvoir judiciaire. Il n'appartient pas au Conseil fédéral, en raison de la séparation des pouvoirs, de se prononcer sur l'éventualité de condamnations pouvant potentiellement menacer le personnel médical pratiquant des circoncisions » (cité par Fehr, 2012, § 4).

La conseillère nationale socialiste, Maria Roth-Bernasconi avait fait des mutilations génitales féminines son cheval de bataille en lançant une initiative parlementaire visant à réprimer ce type de pratique, initiative couronnée de succès puisque l'article 124 du Code pénal suisse fut adopté (voir ci-dessus). Dans un entretien accordé au journal *Le Matin* (Hemmer, 2012), la conseillère nationale ne nie pas que la circoncision représente « une atteinte à l'intégrité corporelle » qui est punissable en Suisse, mais, par contre, elle nuance son discours en affirmant qu'il est impératif de « faire une pesée des intérêts ». En effet, la circoncision est une pratique importante pour les communautés juives et musulmanes, il n'y a donc aucun sens à l'interdire si c'est pour entraîner un sentiment islamophobe et antisémite. Dans la deuxième partie de l'entretien, Maria Roth-Bernasconi tient à distinguer la circoncision de l'excision : si la première ne laisse aucun traumatisme et aucun impact sur la vie sexuelle, la deuxième, par contre est synonyme de souffrance, car

c'est une « véritable mutilation du corps ». Lors du débat *Circoncision : lésion ou religion ?* organisé par l'Université de Neuchâtel (2013), le Docteur Jean Martin, membre de la Commission nationale suisse d'éthique, rejoint les propos tenus ci-dessus par Madame Roth-Bernasconi. Selon lui, du point de vue éthique, une lésion physique ne doit pas être pratiquée sans le consentement de la personne concernée ; dans le cas de la circoncision, il y a bien lésion, car un enfant en bas âge (c'est généralement durant cette période de vie que la plupart des circoncisions sont pratiquées) n'est pas capable de discernement au moment de l'opération. Idéalement, il faudrait attendre que l'enfant ait atteint l'âge de 11-12 ans. Cependant, il soutient que l'importance accordée à la circoncision par les communautés juives et musulmanes de Suisse doit primer sur une possible atteinte à l'intégrité physique de l'enfant. Dès lors, avant toute prise de décision, il est essentiel d'évaluer les conséquences que celle-ci entraînerait. Pour Jean Martin, l'interdiction de la circoncision « paraîtrait amener plus de mal à la vie de la société que de bien »³¹.

II. Liberté religieuse

Un autre domaine évoqué dans la polémique autour de la circoncision est celui de la liberté de croyance et de religion, garantie par divers textes internationaux comme la Convention européenne des droits de l'Homme³², le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³³ et la CDE, et aussi par la Constitution fédérale et le Code civil suisse. Tout d'abord, qu'entendons-nous par liberté religieuse ?

Par liberté religieuse on désigne un ensemble de garanties constitutionnelles et conventionnelles qui se rapportent à la religion et à son libre exercice. Ces normes tendent à laisser à chaque individu le soin de trancher librement les questions relatives à la religion. Chacun doit pouvoir penser, vouloir et agir conformément à sa croyance en l'existence – ou en l'inexistence – d'un être transcendant. La notion de religion est nécessairement large, car il existe un nombre infini d'enseignements religieux et de communautés religieuses (Auer et al., 2006, p.210).

³¹ Voir note en bas de page n°2 (min.15).

³² Ci-après CEDH

³³ Ci-après Pacte II

Dans quelle mesure les parents peuvent-ils décider pour leurs enfants de la religion et des croyances à suivre ? Pour la juge Muriel Églin (2009), il faut toucher avec précaution à la liberté de religion. Cependant, s'agissant d'éducation, « la liberté religieuse des parents doit trouver une limite dans les devoirs légaux des parents et dans le respect des droits fondamentaux des enfants » (p.130).

A. Au niveau international

Lors des débats autour de la circoncision, il y a eu un conflit entre le droit à l'intégrité physique et le droit à la liberté religieuse garantie par de nombreux textes internationaux : l'article 19 de la CEDH, l'article 18 du Pacte II, l'article 14 de la CDE et l'article 5 de la Déclaration sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (1981). Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction de ce travail, la religion est l'une des principales justifications de la circoncision dans les communautés où elle est pratiquée. C'est logique qu'une opposition entre le droit de l'enfant à son intégrité physique et le droit à la liberté de croyance et de religion se manifeste dans les différents instruments internationaux des droits de l'homme (DeLaet, 2012).

Il est important de relever que, le plus souvent, ce sont les parents qui prennent la décision de faire circoncire leur garçon, guidés par leur religion, leur coutume. Cette idée va dans le sens de l'art. 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966), al. 4 où il est énoncé que « Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions » et de l'art. 14 al. 2 CDE dans lequel les États parties sont tenus de respecter « le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant, des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités ».

Cependant, le choix des parents peut aller à l'encontre de certains droits de l'enfant reconnus par la CDE, notamment l'art. 14 al. 1 qui stipule que les États « respectent le

droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion ». Contrairement aux autres dispositions, cet alinéa considère l'enfant comme sujet de droit puisqu'il a la possibilité de choisir librement sa religion. En ce sens, la CDE cherche un équilibre entre l'intérêt de l'enfant et l'évolution de ses capacités pour exprimer ses souhaits ; c'est-à-dire que, dans certaines circonstances, l'enfant puisse choisir une religion différente à celle de ses parents (Veerman et Sand, 1999).

L'adoption de l'art. 14 al. 1 avait déjà suscité de vives discussions lors des travaux préparatoires de la CDE car, dans la majorité des pays, l'enfant suit la religion de ses parents et n'a pas le choix (DeLaet, 2012). C'est ainsi que certains États ont exprimé des réticences au sujet de l'inclusion de l'article dans le texte final. Les représentants du Bangladesh, par exemple, estiment que le contenu va à l'encontre de la tradition des grands systèmes religieux du monde, en particulier l'islam. De plus, il empiète sur le droit des parents d'élever leurs enfants selon leurs convictions religieuses. Pour terminer, ils ajoutent que l'article tel qu'il est actuellement rédigé donnera lieu à des difficultés considérables dans l'application (OHCHR, 2007). Le Maroc, pour sa part, se réserve le droit d'appliquer l'alinéa 1, car dans la législation nationale il est mentionné que l'enfant doit suivre la religion de son père. L'enfant n'est donc pas autorisé à choisir librement sa religion puisque la religion d'État est l'islam (OHCHR, 2007). En s'appuyant sur les exemples précédents, DeLaet (2012) affirme que dans les pays où la religion occupe une place centrale dans la jurisprudence nationale, elle constitue un obstacle majeur en vue d'une possible interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales. À l'inverse, un texte de loi favorable à une telle interdiction peut être susceptible d'obtenir un certain succès dans les États où la religion ne se retrouve pas au premier plan de la jurisprudence nationale.

En poussant la réflexion, DeLaet (2012) relève que les droits culturels garantis aux peuples autochtones peuvent aussi représenter un obstacle à une éventuelle interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales. En effet, ces derniers peuvent s'appuyer sur le droit international puisqu'il est stipulé dans l'art. 1 du Pacte I et du Pacte II que « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel ». L'art. 30 de la CDE va aussi dans ce sens, « un enfant autochtone ou appartenant à une de ces minorités ne peut

être privé du droit d'avoir sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion ou d'employer sa propre langue en commun avec les autres membres de son groupe ». Généralement, on considère que l'autodétermination appartient à un groupe précis d'individus, lequel est lié par une identité propre (DeLaed 2012). Par conséquent, le groupe en question peut évoquer le droit à l'autodétermination comme justification de la circoncision, même si leurs pratiques sont concernées par une possible interdiction (DeLaed 2012). Comme nous l'avons exposé dans la partie consacrée à l'animisme, les communautés aborigènes d'Océanie pratiquent des mutilations génitales masculines qui représentent un rituel incontournable dans la vie du jeune garçon. Pour les personnes favorables à une interdiction de la circoncision, le droit à l'autodétermination n'est pas un argument suffisant car, pour eux, les droits individuels de l'enfant priment sur les droits culturels du groupe. Les autres résisteront aux diverses propositions internationales susceptibles d'interdire cette pratique en avançant leur droit à l'autodétermination (DeLaed 2012). DeLaed (2012) souligne l'existence d'une tension entre d'une part les droits religieux et culturels et d'autre part les droits de l'enfant. Cette divergence crée un obstacle à l'utilisation des droits de l'Homme comme argument en faveur d'une interdiction de la circoncision car, les parents agissent en respect de leur engagement religieux. Il ajoute que cette tension ne signifie pas qu'on doive permettre des pratiques nuisibles ou représentant un danger pour la vie aux enfants.

B. En Suisse

Tout comme au niveau international, en Suisse, aussi, il existe un conflit entre le droit à l'intégrité physique garanti par l'art. 10 al. 2 Cst. : « Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à l'intégrité physique et psychique et à la liberté de mouvement » et le droit à la liberté de croyance garanti par l'art. 15 Cst. lequel stipule que : « Toute personne a le droit de choisir librement sa religion ainsi que de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté » (al. 2). Dès que l'on parle d'une possible interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales, le premier argument évoqué par les juifs et les musulmans est celui d'une violation de leur liberté religieuse comme l'illustrent les propos de la FSCI : « Toute tentative de restreindre ou de pénaliser la

pratique de la circoncision commandée par les lois religieuses du judaïsme et de l'islam, devrait être considérée comme une atteinte à la liberté de conscience et de croyance et au droit de pratiquer librement sa religion, garantis par l'art. 15 Cst. » (Rapport sur les résultats de la procédure de consultation, 2009, p. 16). En plus de l'art.15 Cst., il y a également dans le Code Civil, l'art. 303 sur l'éducation religieuse : « 1. Les père et mère disposent de l'éducation religieuse de l'enfant. 2. Sont nulles toutes conventions qui limiteraient leur liberté à cet égard. 3. L'enfant âgé de 16 ans révolus a le droit de choisir lui-même sa confession ».

Qu'entendons-nous par éducation religieuse ?

Dans le *Commentaire romand du Code civil I (2010)*, l'éducation religieuse de l'enfant est définie comme « non seulement le choix de la religion de l'enfant, mais aussi toute influence propre à engendrer chez l'enfant une attitude intellectuelle ou morale conforme aux prescriptions de cette religion ». De plus, il est parfaitement admis « que la faculté des parents de disposer de l'éducation religieuse de leurs enfants » les autorise à « ne pas choisir une religion pour leur enfant, voire l'élever dans l'athéisme » (p.1847).

Selon l'art 303 al. 1 CC, on peut considérer que les parents sont autorisés à décider de l'éducation religieuse de leurs enfants. Ils peuvent donc décider de pratiquer ou non une circoncision. De plus, Vez (2010) explique que ce droit possède un caractère « inamissible », c'est-à-dire qu'il ne peut pas être remis en question d'où la pertinence de l'al. 2. Cet alinéa peut constituer un argument pour les parents qui circonciennent leurs enfants pour des raisons non médicales puisque toute convention qui violerait le droit des parents doit être considérée comme nulle. Cependant, dans la jurisprudence suisse, la liberté des parents de décider de l'éducation religieuse de leurs enfants n'est pas sans limites; elles sont énoncées dans l'art. 301 CC selon lequel l'enfant a le droit d'« organiser librement sa vie selon son degré de maturité » (Vez, 2010, p.1848). Cet article sera étudié de manière plus détaillée dans la partie consacrée aux droits des parents et aux droits de l'enfant.

Arrêtons-nous maintenant au niveau de la Constitution. Dans son art.15 al. 4, il est énoncé que « Nul ne peut être contraint d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir, d'accomplir un acte religieux ou de suivre un enseignement

religieux». Cette idée rejoint l'art.18 al. 2 du Pacte II « Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix ». En effet, le contenu de ces articles renvoie à ce qu'Auer, Malinverni et Hottelier (2006) appellent aspect *négatif* de la liberté religieuse. C'est-à-dire que « la liberté de conscience et de croyance protège les particuliers contre toute *contrainte étatique* en matière religieuse » (p.230). Selon eux, la liberté religieuse comporte un *double aspect*. L'aspect *négatif* que l'on vient de décrire et l'aspect *positif*, lequel « donne à chacun le droit d'avoir la religion de son choix, de la pratiquer et d'exprimer ses convictions religieuses » (p.223) comme stipulé à l'art. 15 al. 2 Cst. Dans les différents articles évoqués ci-dessus, certains se limitent à définir les aspects positifs de la liberté religieuse comme l'art. 9 CEDH, alors que d'autres, tel que, l'art. 15 Cst. et l'art. 18 du Pacte II, font mention des deux aspects.

En ce qui concerne la circoncision, la juriste Giger (citée par Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013) donne sa propre interprétation de l'art. 15 al. 4 Cst. : les parents ne doivent pas pratiquer de lésions corporelles irréversibles sur leur enfant avant que celui-ci n'ait atteint la majorité religieuse (16 ans en Suisse). De cette manière, si par la suite l'enfant décide de devenir athée ou de changer de confession, il ne présentera aucune trace physique associée à telle ou telle religion. L'universitaire Pedro Carol (2012) rejoint cette idée en expliquant que la circoncision constitue une violation de l'art. 15 al. 4 Cst. : « (...) Qu'est-ce que la circoncision si ce n'est le marquage forcé d'une appartenance religieuse sur une personne non-consentante? » (p.1). Les arguments qui viennent d'être mentionnés ne convainquent pas Hiltbrunner et Egbuna-Joss (2013). En effet, la liberté religieuse est garantie à partir de l'âge de 16 ans (art. 303 al. 3 CC). Donc avant cet âge, les parents ont le droit de faire circoncire leur enfant selon leurs convictions culturelles ou religieuses (art. 303 al. 1 CC) ; par conséquent, il n'existe aucune violation de l'art. 15 al. 4 Cst. Dominique Sprumont, pour sa part, estime que « si on veut respecter la liberté religieuse, on doit accepter qu'un enfant puisse être circoncis. Dans le cas de la circoncision, il s'agit de trouver un équilibre entre la liberté personnelle et la liberté religieuse, en étant conscient que le droit suisse n'établit pas de hiérarchie entre les libertés » (cité par Briel, 2012, p.2).

III. Droits des parents et droits de l'enfant

A. Au niveau international

Comme nous avons pu l'observer dans la partie précédente, consacrée à la liberté religieuse, il existe une opposition entre les droits des parents et les droits de l'enfant. Les parents ont-ils le droit de décider à la place l'enfant de le faire circoncire ? Comment concilier l'intérêt de l'enfant avec celui des parents ? Pour Pierre Grelley (2010), il faut tout d'abord admettre que des conflits entre l'intérêt de l'enfant et celui des parents peuvent apparaître, de manière latente ou manifeste. Il considère que certaines personnes estiment que « ce qui est bon pour la famille est, par définition, bon pour l'enfant et que seuls les parents sont à même de savoir ce qui est bon pour la famille » (p.41). Bien que la CDE ne soit pas contre les décisions prises par la famille, ce point de vue ne reflète pas l'état d'esprit de la Convention, car il place le droit de l'enfant au second plan, ce qui peut être problématique lors de maltraitance ou de négligence des parents par exemple.

L'intérêt supérieur de l'enfant énoncé à l'art. 3 CDE mentionne que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale » (al. 1). La notion d'intérêt supérieur de l'enfant est à la fois complexe, souple et adaptable de cas en cas, ce qui lui permet d'être sensible à la situation de chaque enfant (CRC, 2013). Cependant, elle peut aussi laisser place à des interprétations qui vont à l'encontre du but recherché. Par exemple, la justification des châtiments corporels comme moyen d'apprentissage des limites à ne pas franchir ; ne pas laisser aux enfants adoptés la possibilité de connaître leur famille biologique ; le placement d'enfants issus des communautés autochtones dans des institutions dans le but de les civiliser (Hammarberg, 2011). Des gouvernements, des parents, des professionnels peuvent également manipuler cette notion dans leur propre intérêt. En ce qui concerne la circoncision, elle peut également être considérée comme allant dans l'intérêt de l'enfant. En effet, pour celle qui est pratiquée pour des raisons médicales, ne pas la réaliser peut mettre la vie de

l'enfant en danger, ce qui va à l'encontre de son intérêt. Pour ce qui est des circoncisions réalisées pour des raisons religieuses ou culturelles, l'intérêt de l'enfant évoqué par les parents se trouve assurément dans l'acceptation du garçon au sein de sa communauté.

Il est important de souligner que l'art. 3 al.1 CDE ne mentionne pas la sphère parentale. Cette omission est-elle volontaire ? Les décisions parentales ne sont-elles donc pas concernées par l'intérêt supérieur de l'enfant ? Zermatten (2003) se demande si le contenu de cet alinéa est adéquat, car, selon lui, « dans les interventions familiales, le même principe devrait intervenir comme moyen de mesurer la décision » (p.6). Il suppose que cette omission est volontaire, le législateur ne voulant pas s'immiscer dans la sphère parentale et ainsi ratifier cette notion. Zermatten ajoute que l'application du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant doit être incluse dans cette sphère, car il n'est pas sensé que les différentes institutions et autorités soient obligées de respecter ce principe et pas les parents. La réponse à la question soulevée ci-dessus par Zermatten est donnée dans l'art. 18 al. 1 CDE « La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant ».

Nous venons de toucher au domaine familial. La protection de la sphère privée et familiale est réglée par de nombreux textes internationaux. L'art. 8 CEDH garantit à toute personne le « droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance » (al. 1). De même, l'art. 17 Pacte II relève que nul ne doit être « l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation » (al. 1). Quant à l'art. 16 CDE il souligne qu'aucun enfant ne doit être l'objet d'interventions « arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation » (al. 1).

Qu'est-ce que la famille ?

Le Pacte II dans son art. 23 considère la famille comme « l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat » (al. 1).

Auer, Malinverni et Hottelier (2006) ajoutent qu'elle « n'en est pas moins une institution » (p.189), institution qui est en constante évolution d'où la difficulté de donner une définition précise qui convienne partout, pour tous et pour toujours. Il faut aussi tenir compte que la définition de la famille n'est pas immuable, bien au contraire, au fil du temps différents modèles familiaux sont apparus (monoparental, recomposé, homoparental) et que ceux-ci varient aussi en fonction des latitudes (famille nucléaire, famille étendue). Par conséquent, « il est intéressant de constater qu'aussi vitale, essentielle et apparemment universelle que soit l'institution familiale, il n'en existe pas, tout comme pour le mariage, de définition rigoureuse » (Héritier-Augé, 1992, p.273). La garantie de la vie familiale inclut de nombreux domaines tels que, le droit au mariage, le droit d'avoir des enfants, le droit de tisser des liens sans l'immixtion de l'État (Auer et al., 2006). Ainsi, certains pourraient donc évoquer la protection de la sphère familiale comme argument contre une réglementation de la circoncision. En effet, la décision de cet acte est une détermination de la famille. « De par ses nombreuses implications personnelles et sociales, la garantie de la vie familiale nécessite une réglementation précise qui la délimite et la protège » (p.189).

Les partisans d'une interdiction de la circoncision doivent tenir compte des contextes socio-juridiques spécifiques à chaque pays. En Grande-Bretagne, par exemple, cet acte est légal à condition qu'il soit approuvé par les deux parents. Au contraire, l'État de l'Oregon estime que la décision seule du parent gardien suffit. (DeLaed, 2012). DeLaed (2012) souligne que les parents sont des acteurs essentiels pour déterminer une possible interdiction ou non de la circoncision ; il est donc important d'éviter de les culpabiliser, car cela serait contreproductif. Effectivement, les parents qui font circoncire leurs enfants pour des raisons culturelles ou religieuses argumentent qu'ils s'acquittent ainsi d'un mandat religieux ou qu'ils adoptent les valeurs de leur communauté. Pour ceux qui le font pour des raisons médicales, ils pensent protéger la santé de leurs enfants. « Dans le cas de la circoncision, l'équilibre dans la plupart des pays penche presque entièrement en faveur des droits parentaux »³⁴.

³⁴ Traduction libre de l'anglais

B. En Suisse

En Suisse, pour donner un sens au sujet des relations parents-enfants, il est primordial de se référer au droit des personnes physiques et de la famille, réglé par le Code Civil. En effet, l'art. 19c al. 2 CC sur les *droits strictement personnels* mentionne que « Les personnes incapables de discernement sont représentées par leur représentant légal, sauf pour les droits qui ne souffrent aucune représentation en raison de leur lien étroit avec la personnalité ».

Tout d'abord, intéressons-nous au cas des enfants qui ne sont pas capables de discernement puisque, c'est durant cette période de vie que la majorité des circoncisions sont pratiquées. Dans la doctrine juridique, une personne qui n'est pas capable de discernement possède des *droits strictement personnels absolus* et des *droits strictement personnels relatifs* (Werro et Schmidlin, 2010). Pour les premiers, ni le représentant légal, ni la personne incapable de discernement ne peut exercer le droit en question. Le Tribunal fédéral est d'avis qu'« il ne faut admettre le caractère absolu d'un droit strictement personnel que de façon restrictive » (cité par Werro et Schmidlin, 2010, p.208). Werro et Schmidlin (2010) estiment que la conséquence de qualifier un droit comme strictement personnel absolu est la privation de la personne incapable de discernement de bénéficier de ce droit. Pour ce qui est des *droits strictement personnels relatifs*, le représentant légal peut, en revanche, agir à la place de la personne incapable de discernement. Dans ce cas, les parents ont le droit de faire circoncire leur garçon sans avoir le consentement obligatoire de ce dernier. Il faut relever que dans le *Commentaire romand du Code civil I (2010)*, il est indiqué que pour décider si l'on doit considérer un *droit strictement personnel relatif* ou non, il est indispensable de prendre en compte l'intérêt du mineur ou de la personne incapable de discernement. Est-ce dans l'intérêt de l'enfant de considérer la circoncision comme un *droit strictement personnel relatif* ?

Pour Belser et Rumo-Jungo (citées par Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013), la limite qui existe entre les *droits strictement personnels absolus* et les *droits strictement personnels relatifs* est toutefois floue. En principe, les parents peuvent consentir à des interventions chirurgicales qui ont une visée thérapeutique et qui vont dans l'intérêt de l'enfant. Par contre, En ce qui concerne les interventions chirurgicales motivées

par des raisons non thérapeutiques, il est difficile de savoir s'il s'agit d'un *droit strictement personnel absolu* ou d'un *droit strictement personnel relatif*. Comme souligné plus haut, cette catégorisation dépend de la prise en compte de l'intérêt de l'enfant. Belser et Rumo-Jungo poursuivent en expliquant que les interventions chirurgicales motivées par des motifs esthétiques et qui ne représentent aucun danger pour l'enfant peuvent être considérées comme des *droits strictement personnels absolus*, et illustrent leurs propos en donnant l'exemple du perçage des oreilles, même si c'est une pratique fréquente et généralement sans conséquences. Est-ce que la circoncision peut aussi être considérée comme un *droit strictement personnel absolu* ? Pour terminer, Belser et Rumo-Jungo se demandent s'il est indispensable de faire la distinction entre les circoncisions motivées pour des raisons médicales, esthétiques ou religieuses. Si ce n'est pas le cas, on doit juger si la circoncision est compatible avec l'intérêt de l'enfant ou si sa non exécution met sa vie en danger.

Dans le Code Civil, il existe d'autres dispositions qui règlent les relations parents-enfants comme l'art. 301 CC: « 1 Les père et mère déterminent les soins à donner à l'enfant, dirigent son éducation en vue de son bien et prennent les décisions nécessaires, sous réserve de sa propre capacité. 2 L'enfant doit obéissance à ses père et mère, qui lui accordent la liberté d'organiser sa vie selon son degré de maturité et tiennent compte autant que possible de son avis pour les affaires importantes ». Vez (2010) explique que, dans cet alinéa, le pouvoir des parents n'est pas sans limites, en effet « la loi en mentionne deux : le bien de l'enfant et la propre capacité de ce dernier » (p.1841). C'est-à-dire, si le bien de l'enfant est en danger, l'autorité compétente a le devoir d'intervenir. L'autre limite concerne la capacité propre de l'enfant ; comme nous l'avons vu plus haut, tant que l'enfant n'est pas capable de discernement, les décisions le concernant reviennent aux parents. Mais dès qu'il acquiert la capacité de discernement, certaines décisions échappent au pouvoir des parents. Quant à l'art. 302 CC, il formule que « Les père et mère sont tenus d'élever l'enfant selon leurs facultés et leurs moyens et ils ont le devoir de favoriser et de protéger son développement corporel, intellectuel et moral » (al. 1). Ici, la notion d'éducation revêt un sens large, c'est-à-dire qu'elle englobe tant « la promotion du développement corporel, intellectuel et moral de l'enfant, mais également les soins à donner à ce dernier » (Vez, 2010, p.1845).

En se basant sur l'article antérieur, la juriste Ingeborg Schwenzer (citée par Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013) relève que toute intervention chirurgicale doit être mise en relation avec le développement physique de l'enfant, puis ajoute que ladite intervention doit toujours être pratiquée en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Il est vrai que sur la base de leur droit à l'éducation, les parents possèdent une grande marge d'appréciation pour juger de ce qui est profitable au bien-être de leurs enfants. Par contre, si le bien-être de ces derniers est menacé, ce pouvoir devient caduc et l'État a la possibilité d'intervenir comme pour les cas de maltraitance par exemple (Jakob, citée par Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013). La circoncision constitue-t-elle une menace pour le bien-être de l'enfant ? L'évaluation faite par le médecin joue un rôle prépondérant dans la réponse à cette question. En effet, si cet acte est nécessaire en vue d'un meilleur état de santé, il doit être réalisé. Par contre, s'il est motivé pour des raisons non médicales, il faut tenir compte du droit à la liberté religieuse des parents. Selon l'art. 301 al.1 et al. 2, si l'on considère que la circoncision est une décision importante dans la vie de l'enfant, il est indispensable que ce dernier soit entendu sur la question. Mais, comme la majorité des circoncisions sont pratiquées sur des enfants en bas-âge, l'avis de l'enfant n'est pas pris en compte.

QUATRIÈME PARTIE : LES EFFETS PSYCHOLOGIQUES DE LA CIRCONCISION

I. La douleur chez l'enfant

Qu'entendons-nous par douleur ?

Le comité de taxonomie de l'Association internationale pour l'étude de la douleur (IASP) la définit comme « une expérience sensorielle et émotionnelle désagréable liée à un dommage tissulaire réel ou potentiel ou décrite en des termes évoquant un tel dommage »³⁵. Pour le pédiatre Roullier (2007), l'individu ressent une douleur particulière au travers de ses cinq sens (goût, odorat, toucher, vision et audition) et éventuellement au travers du sixième sens lequel signifie « connaissance claire, directe, immédiate ou pressentiment, faculté de prévoir, de deviner (...) » (p.51). Ainsi, lorsque des expériences douloureuses se répètent, il est important de prendre en considération ce sixième sens. La conception de la douleur a évolué au fil du temps comme le montrent les définitions suivantes, tirées du dictionnaire *Larousse*. En 1906, celle-ci est considérée comme une « souffrance du corps, de l'esprit ou du cœur » (cité par Roullier, 2007, p.51), puis comme une « souffrance physique, affliction, souffrance morale » (cité par Roullier, 2007, p.51) en 1975 et finalement comme une « sensation pénible, désagréable, ressentie dans une partie du corps ; sentiment pénible, souffrance morale » (cité par Roullier, 2007, p.51) en 2005.

Maintenant que nous avons précisé la notion de douleur, posons-nous la question de savoir si le nouveau-né la ressent. Ce dernier n'a pas toujours été considéré comme un être pouvant ressentir la douleur tant dans les milieux religieux que dans les milieux médicaux. Nombre d'arguments sont évoqués. Maïmonide, par exemple, estime que l'enfant souffre moins que l'adulte parce que « sa membrane est tendre et qu'il a encore l'imagination faible » (cité par Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.202). Pour sa part, dans un entretien réalisé en 1979 avec l'infirmière américaine Rosemary Romberg, le rabbin et *mohel* Gartner estime que le nouveau-né est moins sensible à la douleur car au cours des centaines de circoncisions qu'il a pratiquées, il n'a jamais entendu le cri d'un bébé (Romberg, 1985). Pour Gerald N. Weiss, « Il semble peu justifié de se soucier de la douleur de la circoncision concernant le nouveau-né ... Les études actuelles indiquent la faible organisation des réflexes nociceptifs chez

³⁵ Traduction libre de l'anglais

les nouveau-nés. De telles découvertes suggèrent qu'il n'est pas absolument nécessaire de recourir à l'anesthésie chez l'enfant âgé de moins de dix jours » (cité par Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.202). Certains auteurs musulmans, comme le Dr Khaffaji, ont aussi nié la douleur : « Le plus tôt la circoncision masculine est faite, le mieux c'est. En effet les nerfs sensibles à la douleur ne se développent que six mois après la naissance » (cité par Aldeeb Abu-Sahlien, 2001, p.202).

A l'époque, ces points de vue étaient justifiés par la supposée immaturité du système nerveux du nourrisson (Fournier-Charrière, 2007). Hatchuel (2005) va dans ce sens en expliquant qu' « un certain nombre de concepts neurologiques sur la maturité des voies de transmission nociceptives » (p.60) confirmaient l'idée précédente. Un exemple illustre bien cette vision : on pensait que lorsqu'on pinçait un nouveau-né et que celui-ci retirait le pied ce n'était pas parce qu'il ressentait une quelconque douleur mais c'était un réflexe spinal (Hatchuel, 2005). La pédiatre Fournier-Charrière (2007) relève qu'il a fallu attendre les années 1985-1995 pour que de nombreuses études prouvent « les caractéristiques fonctionnelles » du système nerveux et sa capacité à transmettre la douleur ressentie.

La publication la plus importante dans ce domaine a été faite en 1987 par le pédiatre et anesthésiste K.J.S. Anand. Son étude avait pour but de comprendre les effets de la douleur chez les nouveau-nés ; pour cela, il les divisa en deux groupes : dans le premier, les nourrissons furent opérés sans analgésiques, tandis que dans le deuxième ils en reçurent (Hatchuel, 2005). Les résultats montrèrent que les nouveau-nés qui avaient été opérés sans sédatif avaient un comportement instable dû au stress qu'ils avaient subi et que le fait d'administrer un analgésique « améliorait grandement l'évolution à court terme et la stabilité des opérés » (Hatchuel, 2005, p.60). Anand répéta l'expérience l'année suivante en remplaçant le protoxyde d'azote par un autre antalgique, l'halothane. Les conclusions furent similaires à celles de l'étude antérieure: quatre décès au sein du groupe de nourrissons opérés sans anesthésie et aucun décès dans l'autre groupe. Ces résultats confirmèrent qu'une forte douleur, associée au stress peuvent parfois entraîner la mort du nouveau-né, d'où l'intérêt de pratiquer une anesthésie (Hatchuel, 2005). Dans son article *La douleur laisse-t-elle des traces chez le bébé ?*, Fournier-Charrière (2007) relève qu'après la parution des études d'Anand, montrant que la non utilisation

d'analgésique chez le prématuré aggravait son pronostique vital, « le débat sur la prétendue « insensibilité » du nouveau-né à la douleur a été définitivement clos, et les médecins ont commencé à prescrire les antalgiques même chez les tout-petits bébés en réanimation » (p.36).

Maintenant que les études ont démontré que le nouveau-né ressent la douleur, comment faire pour l'évaluer ? Pour cela, de nombreuses échelles ont été mises en place. En voici quelques-unes : l'échelle EDIN (Échelle de Douleur et d'Inconfort du Nouveau-né) évalue la douleur prolongée et l'inconfort ressenti par le nouveau-né en se basant sur le visage, le corps, le sommeil, les relations avec son entourage, la réponse au réconfort; l'échelle DAN (Douleur Aiguë du Nouveau-né) évalue la douleur aiguë et « l'efficacité de mesures préventives de la douleur (saccharose, crème anesthésiante) » lors d'une intervention douloureuse. Pour cela, les pédiatres se basent sur l'observation du visage, du corps, des mouvements des membres, des cris et des pleurs ; l'échelle PIPP (Premature Infant Pain Profile), comme l'échelle DAN, évalue l'intensité ressentie par le nourrisson lors de soins douloureux, en deux étapes : l'observation avant l'intervention (état de veille et sommeil) et l'observation après l'intervention (fréquence cardiaque, saturation d'oxygène, froncement des sourcils, plissement des paupières et plissement du sillon nasolabial) ; l'échelle NFCS (Neonatal Facial Coding System), comme les échelles DAN et PIPP, évalue la douleur aiguë en se basant sur la mimique faciale (sourcils froncés, paupières serrées, sillon nasolabial accentué, bouche ouverte); l'échelle Amiel-Tison évalue la douleur postopératoire en se basant sur le sommeil, la mimique du visage, la qualité des pleurs, l'activité motrice spontanée, l'excitabilité, la réponse aux stimulations ambiantes, la flexion des doigts et des orteils, la succion, l'évaluation globale du tonus musculaire, la consolabilité et la sociabilité ; l'échelle EVENDOL (Évaluation Enfant Douleur) évalue la douleur lors de l'arrivée aux urgences afin déterminer si l'on doit administrer un analgésique à l'enfant (PÉDIADOL).

II. La circoncision moment traumatique ?

Comme nous venons de l'expliquer, durant de nombreuses années on estimait que le nouveau-né ne ressentait pas la douleur, puis des études comme celles d'Anand démontrèrent le contraire. On croyait aussi que, même si le nouveau-né pouvait ressentir la douleur, il l'oublierait assez rapidement. Mais les chercheurs se sont rendu compte que le nourrisson avait la capacité de mémoriser les événements douloureux. En effet, les enfants en bas-âge « acquièrent rapidement un certain nombre de compétences cognitives telles que la capacité à reconnaître leurs parents ou les voix de personnes différentes. Des études ont montré que les nouveau-nés reconnaissent les voix, la musique, et des phrases parlées entendues dès avant la naissance » (Fournier-Charrière, 2007, p.41). Concernant la douleur, Fournier-Charrière (2007) explique que le nouveau-né est doté d'une *mémoire inconsciente implicite*, c'est-à-dire qu'il est capable de se remémorer un événement vécu lorsque les conditions sont identiques, cela consciemment ou inconsciemment. Quand le nourrisson a vécu une mauvaise expérience à l'hôpital et qu'il y retourne, il se rappelle qu'il faut se méfier des inconnus, ceux en blouses blanches par exemple. Il existe aussi la *mémoire consciente explicite* qui se développe vers l'âge de 3-4 ans en même temps que le langage. L'enfant acquiert la capacité de remémorer, raconter et décrire l'intensité et la durée d'une douleur vécue.

En 1945 déjà, Levy s'intéressa aux effets des interventions chirurgicales, dont la circoncision, sur le comportement des enfants en bas âge. Il remarqua que les enfants en ayant subi une présentaient des signes de forte anxiété ainsi qu'une agressivité accrue et de nombreuses craintes comme celles de l'obscurité, des médecins, des infirmières et des personnes non identifiées. Ensuite, il compara le comportement des enfants avec celui des soldats qui ont souffert de ce qu'on appelait à l'époque la *névrose de combat* (combat neurosis), aujourd'hui connue sous le nom de trouble de stress post-traumatique (TSPT), et remarqua qu'ils présentaient des symptômes similaires. Selon le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*³⁶ (2000) le trouble de stress post-traumatique (TSPT) désigne un type de trouble anxieux sévère qui se manifeste à la suite d'une expérience vécue comme traumatisante. En 1949, le libre penseur américain Lewis confirma l'idée

³⁶ Ci-après DSM-IV

selon laquelle la circoncision provoque des effets psychiques néfastes sur les enfants et ajouta que « le choc de la circoncision est la cause de centaines de bombes à retardement qui affectent négativement le système nerveux de l'enfant et gênent son développement normal » (cité par Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.373). Pour Anna Freud (1952), les opérations réalisées sur le corps de l'enfant peuvent entraîner l'activation, la réactivation et la rationalisation du sentiment d'être attaqué et dans le cas de la circoncision d'être castré. En 1965, le psychologue turc Cansever évalua les effets psychologiques de la circoncision ; pour cela il étudia le comportement de douze enfants avant et après l'opération. Les résultats montrèrent qu'un tel acte provoquait de graves perturbations chez l'enfant. En plus, la circoncision peut être perçue par l'enfant comme une agression voir une castration. Pour le sexologue français Zwang (1997), « un certain nombre d'enfants mutilés développent une vraie phobie de la douleur. Ils ne peuvent tolérer la moindre douleur. Lors des examens médicaux et des vaccinations, ils paniquent ou deviennent hystériques » (cité par Aldeeb Abu-Sahlieh, 2001, p.373).

L'étude réalisée en 1997 par Taddio, Katz, Illersich et Koren constitua un apport significatif sur les concepts déjà existants. En se basant sur des études précédentes, comme celles d'Anand (1987, 1988) qui démontrent que la douleur ressentie par les nouveau-nés peut avoir des conséquences sur le comportement futur de l'enfant (voir ci-dessus), ils décidèrent d'évaluer si la circoncision pratiquée durant la période néonatale avait des effets sur la douleur ressentie lors de deux vaccinations effectuées quatre et six mois plus tard. Ils comparèrent ces effets et ceux observés sur un groupe d'enfants non circoncis. Le second aspect de l'étude concernait l'utilisation de l'EMLA, crème anesthésique cutanée, par rapport à l'utilisation d'un placebo. L'objectif était d'évaluer l'intensité de la douleur chez le nouveau-né après l'utilisation de l'EMLA (Taddio et al., 1997). Il faut souligner que cette étude eut lieu dans un contexte où la grande majorité des nouveau-nés américains étaient circoncis à la maternité et où l'on considérait que l'enfant ne ressentait pas la douleur et qu'il ne la mémorisait pas. Les circoncisions se faisaient donc sans aucun analgésique (Hatchuel, 2005).

Quatre-vingt-sept enfants prirent part à l'étude, ils furent divisés en trois groupes : non circoncis, circoncis avec placebo, circoncis avec la crème anesthésique EMLA. Les enfants furent filmés dans le but d'observer leurs réactions face à la douleur au moment où ils se faisaient vacciner. L'évaluation était faite par un assistant formé qui avait pour tâche de mesurer les réactions de l'enfant sous trois angles différents : mimique faciale, durée des cris et les scores visuels de douleur. Bien sûr, il n'avait pas connaissance du groupe auquel appartenait l'enfant. Les résultats de cette expérience ont été les suivants : les enfants non circoncis sont toujours ceux qui ressentent la douleur la plus faible alors que les enfants circoncis sans analgésiques sont ceux qui ressentent la douleur la plus forte. Quant aux enfants circoncis qui ont bénéficié de la crème EMLA, leurs réactions se situent entre les deux groupes antérieurs (Taddio et al., 1997).

Une des critiques faite à cette étude par le pédiatre Yves Hatchuel (2005) est le faible nombre de participants. Mais il s'est montré étonné « que l'on ait pu obtenir une différence avec une procédure aussi légère que celle de l'EMLA, qui n'a un effet que sur l'incision de la partie superficielle de la peau mais qui ne fait rien sur la douleur postopératoire » (p.63). Effectivement, le comportement de l'enfant face à la douleur a bel et bien été modifié quatre, puis six mois après l'opération.

Rhinehart (1999) fait le point des conséquences somatiques, émotionnelles et psychologiques à long terme que pouvait provoquer la circoncision néonatale sur des hommes adultes. Les résultats ont montré que plusieurs d'entre eux souffraient de troubles de stress post-traumatique (TSPT). Ces troubles psychologiques se manifestaient par un manque de confiance, un sentiment de vulnérabilité, une prudence dans les relations, une faible estime de soi, une réticence à avoir des relations avec des femmes, entre autres. En 2001, Ramos et Boyle étudièrent les effets psychologiques de la circoncision chez les garçons philippins. Ils ont relevé que 70% des garçons circoncis de façon rituelle et 51% des garçons ayant subi une circoncision médicalisée souffraient de stress post-traumatique, tel qu'il est défini par le DSM-IV.

Les nombreuses études citées mettent en évidence les possibles conséquences de la circoncision sur l'enfant mais ces arguments sont-ils suffisants au point de devoir l'interdire ? Au cours des débats, les arguments contre une atteinte à l'intégrité physique ont été le plus souvent évoqués mais rarement les conséquences psychologiques sur l'enfant. Un exemple qui illustre cette situation est la table ronde, Circoncision : lésion ou religion ?, organisée par l'Université de Neuchâtel en octobre 2013. Les intervenants étaient composés d'un historien, d'un médecin, d'un rabbin, d'un représentant de la communauté musulmane et d'un juriste, mais aucun psychologue ne prit part à la discussion. Néanmoins, il a été évoqué que l'argument, selon lequel la douleur constitue une raison d'interdire la circoncision, risque de se renforcer progressivement ces prochaines années en raison des nouvelles découvertes de la science.

CONCLUSION

Nous avons voulu décrire dans ce mémoire les différents arguments évoqués tant par les partisans que par les opposants d'une possible interdiction de la circoncision pour des raisons non médicales. Il est étonnant de constater que cette pratique millénaire et très répandue a déclenché soudainement une forte polémique. Lors du débat *Circoncision : lésion ou religion ?*, organisé par l'Université de Neuchâtel (2013), Vincent Barras, relève que la circoncision, pratique très ancienne, a parfois suscité de vifs débats voire une interdiction à certaines époques de l'histoire, néanmoins elles furent peu nombreuses et de courte durée. Il ajoute que le moment que nous sommes en train de vivre est « particulièrement significatif et probablement nouveau »³⁷ ; en effet, ces dix ou vingt dernières années peuvent être considérées comme « la période de la controverse autour de la circoncision »³⁸.

Certaines de ces périodes sont mentionnées par Aldeeb Abou-Sahlieh (2001) dans son ouvrage *Circoncision masculine, circoncision féminine*. Le premier à avoir interdit la circoncision fut Achab, roi d'Israël de 875 à 853 avant J.-C. et sa femme Jézabel. Ni la Bible, ni aucun autre document de l'époque ne donnent une explication à cette interdiction. Aldeeb Abou-Sahlieh (2001) en déduit qu'en ces temps-là la circoncision était source de conflit au sein même de la communauté juive. La deuxième interdiction est survenue sous l'autorité du roi grec de Syrie, Antiochus Épiphane qui régna de 175 à 164 avant J.-C. et promulgua un édit qui stipulait de ne pas circoncire les garçons ; pour ceux qui n'obéissaient pas, c'était la mort assurée comme cité dans le livre des Maccabées : « Les femmes qui avaient circoncis leurs fils étaient égorgées » (I M 1:63), « on pendait les enfants par le cou dans toutes leurs maisons, et on égorgeait ceux qui les avaient circoncis » (I M 1:64). Tout comme pour le roi Achab, aucune autre source n'atteste les faits que nous venons de décrire. Cependant, Aldeeb Abou-Sahlieh (2001) donne son interprétation: le mouvement anti-circoncision aurait été initié par les juifs eux-mêmes et l'intervention du roi aurait renforcé leur position. Il s'agirait donc d'un conflit opposant communauté juive et pouvoir politique d'un côté et les rabbins de l'autre. En effet, ces derniers voulaient à tout prix maintenir la circoncision, comme l'illustrent les propos suivants tirés du livre

³⁷ Voir note en bas de page n°2 (min.19).

³⁸ Idem.

des Maccabées: « Et Mathathias alla partout avec ses amis, et ils détruisirent les autels, et ils circoncirent les enfants incirconcis, autant qu'ils trouvèrent sur le territoire d'Israël; et ils agirent avec vigueur » (I M 2 :45-46). Quant à l'empereur romain Hadrien qui régna de 117 à 138, il interdit tant la castration que l'excision (Aldeeb Abou-Sahlieh, 2001). Tout individu qui ne respectait pas cette disposition était passible de la peine capitale et de la confiscation de ses biens. Les chercheurs juifs interprétèrent le terme latin *excidere* comme faisant allusion à la circoncision, par conséquent l'interdiction était dirigée contre les juifs. Mais pour Aldeeb Abou-Sahlieh (2001) « il est excessif et injuste d'y voir une volonté d'exterminer les juifs au lieu d'y voir une application des principes humanistes de cet empereur » (p.396). Car, en fait, les juifs de Rome n'ont jamais cessé de circoncire leurs garçons, même sous le règne d'Hadrien.

Dans l'histoire plus récente, il existe aussi des périodes durant lesquelles la circoncision fut remise en cause. Au XIX^{ème} siècle, par exemple, les juifs réformés allemands se sont adressés aux autorités politiques afin qu'elles maintiennent cette pratique en laissant le libre choix aux parents de circoncire ou pas leurs enfants et en améliorant les conditions d'hygiène, afin d'éviter des complications postopératoires, tout en « prévoyant des qualifications pour le *mohel* » (Aldeeb Abou-Sahlieh, 2001, p.396). Sous le gouvernement soviétique, il n'y a pas eu de loi qui interdisait formellement la circoncision, par contre, l'environnement hostile à cette pratique incita de nombreux juifs à ne pas faire circoncire leurs enfants. De même, durant la période nazie, cet acte était associé à la culture juive. De nombreux membres de la communauté se résolurent à la non circoncision ou à la restauration du prépuce pour ne pas se faire remarquer, bien que l'acte n'ait jamais été officiellement interdit (Aldeeb Abou-Sahlieh, 2001).

Les interprétations des exemples donnés par Aldeeb Abou-Sahlieh (2001), ne sont pas entièrement partagées par la psychiatre juive et fervente opposante de la circoncision, Jenny Goodman (1999) qui dans un article intitulé *Jewish circumcision: an alternative perspective* explique que la principale motivation du roi Antiochus Épiphane et de l'empereur Hadrien d'interdire la circoncision ne reposait pas sur un sentiment humaniste visant à protéger les enfants, mais plutôt dans le but d'affaiblir le peuple juif. Elle ajoute que les individus qui défiaient les décrets étaient torturés et

tués. On retrouve cette motivation tant sous l'Inquisition espagnole que sous le gouvernement soviétique et l'Allemagne nazie. Goodman (1999) termine en disant que « La circoncision est ainsi devenue un emblème non seulement de la foi, mais aussi de la loyauté, du courage et du combat pour la liberté contre l'épouvantable oppression »³⁹.

Cette polémique autour de la circoncision est en partie due à l'avènement des droits de l'Homme dont l'intention principale est de « protéger la dignité humaine, la valeur intrinsèque d'un être humain, quelle que soit son origine sociale, religieuse ou encore économique (...) et nous ne pouvons que saluer l'essor de telles convictions » (Gonin, 2012, p.1), et par la suite des droits de l'enfant, droits « spécifiquement adaptés à l'enfant car ils tiennent compte de sa fragilité, de ses spécificités et des besoins propres à son âge » (Humanium, 2013) qui ont contribué à reconsidérer la vision que nous avons de l'enfant. Comme nous l'avons avancé dans ce mémoire, la circoncision est une pratique importante pour les communautés juives et musulmanes, raison pour laquelle la décision du tribunal allemand a suscité de vifs débats entre les différents droits fondamentaux tels que la liberté religieuse garantie par l'art. 14 CDE et l'art. 15 Cst. et le droit à l'intégrité physique de l'enfant garanti par l'art. 24 CDE et l'art. 10 Cst. Pour le juriste Luc Gonin (2012), ce conflit entre divers droits de l'Homme surgit parce que ces derniers « sont aujourd'hui victimes de leur succès, plusieurs générations de droits étant venues successivement enrichir leurs rangs » (p.1). Par conséquent, les oppositions entre droits fondamentaux sont de plus en plus courantes comme c'est le cas pour la circoncision où « un tribunal doit procéder à une pesée des intérêts et juger s'il estime, à titre exemplatif, que c'est la liberté religieuse des parents qui doit l'emporter dans un cas d'espèce ou alors le droit à l'intégrité physique de l'enfant qui subit une circoncision » (p.1).

Si pour certains l'argument du droit de l'enfant à son intégrité physique est évoqué en vue d'une possible interdiction de la circoncision, d'autres estiment que c'est une manière de masquer une certaine intolérance de la société actuelle vis-à-vis de pratiques associées à leur communauté. Vincent Barras (2013), par exemple, considère que ce ne sont pas des raisons d'hygiène ou scientifiques, mais plutôt d'« intolérance ou communautarisme ou rapports politiques, religion, rapports nord-

³⁹ Traduction libre de l'anglais

sud »⁴⁰ qui sont en jeu dans ce débat. Les propos tenus par Hafid Ouardiri (2013) vont dans ce sens : « je crois qu'aujourd'hui au nom de la laïcité on se permet de dire tout et n'importe quoi et souvent on se permet de cacher une certaine forme de racisme ou d'islamophobie ou d'antisémitisme »⁴¹.

La promulgation d'un texte de loi réglementant ou interdisant la circoncision représente-elle une solution pour mettre fin à cette controverse ? Comme nous l'avons relevé précédemment, actuellement en Suisse, il existe un flou juridique au sujet de « l'admissibilité de la circoncision de jeunes garçons » (Hiltbrunner et Egbuna-Joss, 2013, p.1, résumé). Ainsi, partisans et opposants avancent leurs propres arguments valables, d'où la difficulté de trouver un juste équilibre sans léser l'un ou l'autre camp. Pour les juristes Hiltbrunner et Egbuna-Joss (2013), « l'établissement d'une norme juridique explicite ne résoudra pas toutes les difficultés de l'application de la loi et ne saura pas éliminer toutes les incertitudes juridiques » (p.1 résumé). Pour l'avocat Philippe Gardaz (2013), introduire dans la législation suisse un article admettant la circoncision des garçons pour des motifs religieux, sous certaines conditions, comme cela a été fait en Allemagne, n'est pas nécessaire, pour les raisons suivantes : « l'absence d'un contentieux en lien avec la pratique de la circoncision religieuse » et « éviter de créer un régime légal spécial pour telle ou telle communauté religieuse » (p.1). En effet, l'adoption d'une norme juridique autorisant explicitement la circoncision des enfants pour des raisons non médicales aurait pour conséquence que d'autres communautés religieuses revendiquent que leurs rites et traditions soient respectés. Si une interdiction sans conditions de cette pratique sur les enfants incapables de discernement aboutissait, selon Hafid Ouardiri (2013) « on risque de créer des situations impossibles parce que les gens ne lâcheront pas cette valeur à laquelle ils attachent beaucoup d'importance et à ce moment-là on finira par faire des zones noires »⁴². Ceci n'est pas dans l'intérêt d'un pays de droit et de respect comme la Suisse. Les arguments évoqués par les uns et par les autres montrent que le débat fait appel à l'émotionnel. Dans le but de calmer quelque peu les esprits, Dominique Sprumont (2013) estime « qu'il faut rester un tout petit peu serein par rapport au cadre légal actuel. Il n'y a pas de condamnation de la

⁴⁰ Voir note en bas de page n°2 (min.54).

⁴¹ Voir note en bas de page n°2 (min.7).

⁴² Voir note en bas de page n°2 (min.112).

circoncision, il n'y a pas d'éléments qui indiquent que cela va changer dans les prochaines semaines, dans les prochains mois voire dans les prochaines années »⁴³.

⁴³ Voir note en bas de page n°2 (min.59).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. Monographies

Aldeeb Abu-Sahlieh, S. A. (2001). *Circoncision masculine, circoncision féminine. Débat religieux, médical, social et juridique*. Paris, France : L'Harmattan.

Auer, A., Malinverni, G. et Hottelier, M. (2006). *Droit constitutionnel suisse (Vol.II)*. Berne, Suisse : Stämpfli Éditions SA.

Chebel, M. (1992). *Histoire de la circoncision. Des origines à nos jours*. Paris, France : Balland.

Guelfi, J. D. et Crocq, M.-A. (2005). *DSM-IV-TR : manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*. Paris, France : Masson

La Bible. (1971). Lausanne, Suisse : La Concorde.

Mimouni, S. (2013). La circoncision dans le Nouveau Testament. In Burnet, R. et Luciani, D. (dir.), *La Circoncision Parcours biblique* (p.117-153). Bruxelles, Belgique : Lessius.

OHCHR (2007). *Legislative History of the Convention on the Rights of the Child (vol.I)*. Geneva: United Nations.

Perez, C. (2007). *Cultures méditerranéennes anciennes. Culture du triangle polynésien d'avant la découverte missionnaire : les formes & les pratiques du Pouvoir*. Paris, France : Publibook.

Vez, P. (2010). Articles 301, 302 et 303. In Pichonnaz, P. et Foëx, B. (dir.), *Code Civil I Commentaire Romand* (p.1839-1848). Bâle, Suisse : Helbing Lichtenhahn.

Werro, F. et Schmidlin, I. (2010). Article 19. In Pichonnaz, P. et Foëx, B. (dir.), *Code Civil I Commentaire Romand* (p.199-210). Bâle, Suisse : Helbing Lichtenhahn.

Zermatten, J. (2003). *L'Intérêt Supérieur de l'Enfant De l'Analyse Littérale à la Portée Philosophique*. Sion, Suisse : Institut international des droits de l'enfant.

II. Encyclopédies et dictionnaires

Bosworh, Donzel, Henrichs, Lecomte (1978). *Encyclopédie de l'islam*, (t. IV). Paris, France : G.P. Maisonneuve et Larose.

Bosworh, Donzel, Henrichs, Lecomte (1986). *Encyclopédie de l'islam*, (t. V). Paris, France : G.P. Maisonneuve et Larose.

Bosworh, Donzel, Henrichs, Lecomte (1998). *Encyclopédie de l'islam*, (t. IX). Paris, France : G.P. Maisonneuve et Larose.

Chebel, M. (1995). *Dictionnaire des symboles musulmans. Rites, mystique et civilisation*. Paris, France : Albin Michel.

Dieterlin, G. (1981). La circoncision. In Bonnefoy, Y. (dir.), *Dictionnaire des mythologies et des religions traditionnelles et du monde antique*, (t. I). Paris, France : Flammarion.

Gaffiot, F. (1934). *Dictionnaire illustré Latin-Français*. Paris, France : Hachette.

Garnier, M. (et al.) (2011). *Dictionnaire illustré des termes de médecine*. Paris, France : Maloine.

Kernbaum, S. (dir.) (2008). *Dictionnaire de médecine Flammarion*. Paris, France : Flammarion Médecine-sciences.

Rey, A. et Rey-Debove, J. (1990). *Le petit Robert*. Paris, France : Le Robert.

Sourdel, D. et Sourdel, J. (1996). *Dictionnaire historique de l'islam* (1^e éd.). Paris, France : presses Universitaires de France.

Wainsten, J-P. (dir.) (2012). *Le Larousse médical*. Paris, France : Larousse.

Widoger, G. (1996). *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*. Paris, France : Cerf/ Robert Laffont.

III. Ressources électroniques

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. (2013). Résolution 1952. *Le droit des enfants à l'intégrité physique*. Récupéré de <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML.FR.asp?fileid=20174>

Bresson, A. (2013, 30 septembre). Suède : la circoncision infantile au cœur d'un débat. *metronews*. Récupéré de <http://www.metronews.fr/info/suede-la-circoncision-infantile-au-cur-d-un-debat/mmiD!dudrLtnNAeVeQ/>

Briel, P. (2012, 23 juillet). «Il faut tenir compte de la liberté religieuse». *Le Temps*. Récupéré de http://www.letemps.ch/Page/Uuid/0219140c-d430-11e1-bbf5-6d21c95c98bf/Il_faut_tenir_compte_de_la_libert%C3%A9_religieuse

Cansever, G. (1965). Psychological Effects of Circumcision. In *The circumcision reference library British journal of medical psychology* (Vol. 38), p.321-31. Récupéré de <http://www.cirp.org/library/psych/cansever/>

Carol, P. (2012, 30 juillet). Il faut interdire la circoncision sur mineur. *LA LIBERTÉ*. Récupéré de <http://www.laliberte.ch/forum/il-faut-interdire-la-circoncision-sur-mineur>

Circoncision: Sabine Simkhovitch-Dreyfus interloquée par la proposition des Verts (2010, 13 janvier). *Coordination Intercommunautaire Contre l'Antisémitisme et la Diffamation (CICAD)*. Récupéré de <http://www.cicad.ch/fr/circoncision-sabine-simkhovitch-dreyfus-interloque%C3%A9e-par-la-proposition-des-verts.html>

Code civil suisse (10 décembre 1907). Etat au 1er janvier 2013. RS 210. Récupéré de <http://www.admin.ch/ch/f/rs/c210.html>

Code pénal suisse (21 décembre 1937). Etat au 1er janvier 2014. RS 311.0. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19370083/index.html>

Commission des affaires juridiques du Conseil national. (2009). *Révision partielle du code pénal (introduction d'une norme pénale réprimant explicitement les mutilations génitales féminines). Rapport sur les résultats de la procédure de consultation*. Récupéré de <http://www.parlament.ch/f/dokumentation/berichte/vernehmlassungen/05-404/Documents/05-404-vernehmlassungsergebnisse-2009-09-f.pdf>

Comité des droits de l'enfant. (2000). *Concluding Observations of the Committee on the Rights of the Child : South Africa. CRC/C/15/Add.122*. Récupéré de [http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/CRC.C.15.Add.122.En?Opendocument](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/CRC.C.15.Add.122.En?Opendocument)

Comité des droits de l'enfant. (2003). *Observation générale n°4. La santé et le développement de l'adolescent dans le contexte de la Convention relative aux droits de l'enfant. CRC/C/CG/4*. Récupéré de <http://www2.ohchr.org/english/>

Comité des droits de l'enfant. (2011). *Observation générale n°13. Le droit de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes de violence*. CRC/C/CG/13. Récupéré de <http://www2.ohchr.org/english/>

Comité des droits de l'enfant. (2013). *Observation générale n°14. Le droit de l'enfant à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale* (art. 3, par. 1). CRC/C/CG/14. Récupéré de <http://www2.ohchr.org/english/>

Comité des droits économiques, sociaux et culturels. (2000). *Observation générale n°14. Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint* (art. 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels). Récupéré de [http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(symbol\)/E.C.12.2000.4.Fr](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(symbol)/E.C.12.2000.4.Fr)

Conseil International des ONG sur la Violence contre les Enfants. (2012). *La violation des droits de l'enfant : Pratiques néfastes fondées sur la tradition, la culture, la religion ou la superstition*. Récupéré de <http://www.crin.org/resources/infodetail.asp?id=30095>

Constitution fédérale de la Confédération suisse (18 avril 1999). Etat au 3 mars 2013. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html>

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) (04 novembre 1950). RS 0.101. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19500267/index.html>

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (20 novembre 1989). RS 0.107. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19983207/index.html>

DeLaet, D. L. (2012). Genital Autonomy, Children's Rights, and Competing Rights Claims. In *International Human Rights Law*. The International Journal of Children's Rights (vol.20), p. 554-583. Leiden, The Netherlands: Martinus Nijhoff Publishers.

De Sauto, M. (2013, 06 octobre). Juifs et musulmans dénoncent une résolution du Conseil de l'Europe sur la circoncision. *la Croix*. Récupéré de <http://www.la-croix.com/Religion/Actualite/Juifs-et-musulmans-denoncent-une-resolution-du-Conseil-de-l-Europe-sur-la-circoncision-2013-10-06-1034847>

Églin, M. (2009). La protection des enfants face à la liberté religieuse des parents, notamment dans le cas d'appartenance sectaire des parents. *Enfances & Psy* (n°44), p.130-140. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2009-3.htm>

Fehr, J. (2012, septembre, 28). *Opérations génitales à caractère rituel (circoncision) ou esthétique et droit de l'enfant à son intégrité physique*. Interpellation déposée au Conseil national. Récupéré de http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=201239

Fercot, C. (2012, mise à jour 20 juillet). Circoncision pour motifs religieux (Tribunal de Grande Instance – Landgericht – de Cologne) : Le prépuce de la discorde. *La revue des droits de l'homme*, 2. Récupéré de <http://revdh.org/2012/07/13/circoncision-pour-motifs-religieux-leprepuce-de-la-discorde/>

Fillitz, C. (2012, 29 juillet). La question de la circoncision agite les esprits en Autriche. *RFI*. Récupéré de <http://www.rfi.fr/europe/20120729-autriche-vienne-circoncision-allemande-cologne-juif-musulman>

Fournier-Charrière, E. (2007). La douleur laisse-t-elle des traces chez le bébé ? *Spirale* (n° 42), p. 34-48. Récupéré de

<http://www.cairn.info/revue-spirale-2007-2-page-34.htm>

Freud, A. (1952). The role of bodily illness in the mental life of children. In *Reference library psychoanalytic study of the child* (Vol. 7), p.69-81. Récupéré de <http://www.cirp.org/library/psych/freud/>

Gardaz, P. (2013, 18 avril). De la circoncision au communautarisme. *Le Temps*. Récupéré de http://www.letemps.ch/Page/Uuid/148322ce-a778-11e2-a4a8-c21a3316ea2a/De_la_circoncision_au_communautarisme

Grelley, P. (2010). Intérêt de l'enfant : un renouveau. *L'enfant au cœur des politiques sociales ? Informations sociales (n°160)*, p.41. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-4.htm>

Gonin, L. (2012, 28 septembre). La religion des droits de l'homme et ses dérives. *Le Temps*. Récupéré de <http://www.letemps.ch/Page/Uuid/fd31a454-08cd-11e2-b1fc-dc42f38be289>

Goodman, J. (1999). Jewish circumcision: an alternative perspective. In *BJU International* (Vol. 83), p.22-27. Récupéré de www.cirp.org/library/cultural/goodman1999

Gremaud, R. (2012, 7 juillet). Sexe, religion et hygiène : la justice ouvre le débat de la circoncision. *Le Temps*. Récupéré de http://www.letemps.ch/Page/Uuid/8003b314-c7a5-11e1-abf5-2f9119a838eb/Sexe_religion_et_hygi%C3%A8ne_la_justice_ouvre_le_d%C3%A9bat_de_la_circoncision

Gremaud, R. (2012, 21 juillet). Moratoire zurichois sur la circoncision rituelle. *Le Temps*. Récupéré de http://www.letemps.ch/Page/Uuid/f1411a74-d2a1-11e1-a884-b5966dfa6449/Moratoire_zurichois_sur_la_circoncision_rituelle

Hammarberg, T. (2011). Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant : ce qu'il signifie et ce qu'il implique pour les adultes. In *Journal du droit des jeunes* (n°303), p.10-16. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-journal-du-droit-des-jeunes-2011-3.htm>

Hatchuel, Y. (2005). Les conséquences à long terme de la douleur chez l'enfant. *Le Coq-héron* (n°181), p.59-67. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-le-coq-heron-2005-2-page-59.htm>

Hemmer, A. (2012, 27 juillet). Débat sur la circoncision: «Juridiquement, c'est interdit». *Le Matin*. Récupéré de <http://www.lematin.ch/suisse/debat-circoncision-juridiquement-c-interdit/story/17808574>

Hiltbrunner, N. et Egbuna-Joss, A. (2013). *Grundlagenpapier des Schweizerischen Kom-petenzentrums für Menschenrechte (The-menbereich Institutionelle Fragen)*. Fribourg, Suisse: CSDH. Récupéré de http://www.skmr.ch/cms/upload/pdf/130807_SKMR_Knabenbeschneidung.pdf

Humanium. (2013). Droits de l'Enfant. La signification de l'enfant et des droits des enfants. Récupéré de <http://www.humanium.org/fr/les-droits-de-l-enfant/>

Institut International des droits de l'enfant. (2008). *Les enfants victimes de pratiques coutumières préjudiciables*. Récupéré de http://www.childsrights.org/html/documents/themes/pratiques_traditionnelles_nefastes.pdf

International Association for the Study of pain (IASP). (2013). Récupéré de <http://www.iasp-pain.org/am/template.cfm?Section=Home>

La circoncision aux États-Unis : pourquoi ? (2013, 14 mai). *Droit au Corps*. Récupéré de

<http://www.droitaucorps.com/circoncision-etats-unis-pourquoi>

Larousse (2013). Récupéré de <http://www.larousse.fr/>

Lemaitre, F. (2012, 06 septembre). Sale temps pour la circoncision. *Le Monde*.
Récupéré de
http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/09/06/sale-temps-pour-la-circoncision_1756744_3246.html

Le mouvement intactiviste, qu'est-ce que c'est exactement ? (2013, 24 décembre) *Droit au Corps*. Récupéré de
<http://www.droitaucorps.com/mouvement-intactiviste>

Le Temps. (2012, 26 juin). *Un tribunal condamne la circoncision pour motifs religieux*. Récupéré de
http://www.letemps.ch/Page/Uuid/12b487f8-bfac-11e1-a6a3d7268d2d001b/Un_tribunal_condamne_la_circoncision_pour_motifs_religieux

Le Temps. (2012, 20 juillet). *Moratoire à Zurich, réflexion à Saint-Gall, pas de changement au CHUV*. Récupéré de
http://www.letemps.ch/Page/Uuid/d6c874b6-d275-11e1-a884b5966dfa6449/Moratoire_à_Zurich_réflexion_à_SaintGall_pas_de_changement_au_CHUV

Levy, D. M. (1945). Psychic trauma of operations in children and a note on combat neurosis. In *American Journal of Diseases of Children* (Volume 69), pages 7-25.
Récupéré de
<http://www.cirp.org/library/psych/levy1/>

Mayer, J.-F. (2012, 25 juillet). Analyse: la circoncision religieuse après le jugement de Cologne. *RELIGIOSCOPE*. Récupéré de
http://religion.info/french/articles/article_576.shtml

Moizo, B. (1992). Océanie : le « temps du rêve », mythe d'origine des Aborigènes – La circoncision, un rite d'initiation australien. In Martinière G. et Varela C., *L'Etat du monde en 1492* (p.419-420). Paris, France : La Découverte. Récupéré de <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:35743>

Neue Zürcher Zeitung (NZZ). (2012, 25 juillet). Neue Kontroverse um die Knabenbeschneidung. Récupéré de <http://www.nzz.ch/aktuell/schweiz/neue-kontroverse-um-die-knabenbeschneidung-1.17397315>

Norway may ban non-medical circumcision of boys. (2013, 13 novembre). *RT QUESTION MORE*. Récupéré de <http://rt.com/news/norway-ritual-circumcision-ban-644/>

Packiry, K. (2012, 21 juillet). Pas de moratoire à Fribourg. *La Liberté*. Récupéré de <http://www.vioz.ch/Medien/LI-21-07-FJ-03.pdf>

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (16 décembre 1966). RS 0.103.1. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19660259/index.html>

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (16 décembre 1966). RS 0.103.2. Récupéré de <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19660262/index.html>

PÉDIADOL. La douleur de l'enfant. (2013). *PÉDIADOL on line*. Récupéré de <http://pediadol.org/-Evaluation-.html>

Reuters. (2012, 30 juillet). Autriche : la circoncision légale. *Europe 1*. Récupéré de <http://www.europe1.fr/International/Autriche-la-circoncision-legale-1187743/>

Rhinehart, J. (1999). Neonatal Circumcision Reconsidered. In *Transactional analysis Journal* (vol.29), p.215-221. Récupéré de

<http://www.cirp.org/library/psych/rhinehart1/>

Romberg, R. (1985). *Circumcision, The painful dilemma*. Récupéré de <http://circumcisionthepainfuldilemma.wordpress.com/>

Rouiller, B. (2007). Douleurs et sensorialité du nouveau-né. *Spirale* (n° 42), p. 49-61. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-spirale-2007-2-page-49.htm>

Sassoon, G. (2012, 20 juillet). La circoncision rituelle est mise à mal en Suisse. *Tribune de Genève*. Récupéré de <http://journal.tdg.ch/circoncision-rituelleest-mise-mal-suisse-2012-07-20-0>

Scialom, P. (2006). La circoncision : fonctions psychiques d'un « fossile » corporel. *Enfances & Psy*, (no 32), p. 105-114. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2006-3.htm>

Sultan Danino, S. (2011, 03 juin). L'interdiction de la circoncision projetée à San Francisco vs/ la liberté de culte. *JuriTravail*. Récupéré de <http://www.juritruavail.com/Actualite/arbitrage-reglement-conflits/Id/8318>

Taddio, A., Katz, J., Ilersich, A. L. et Koren, G. (1997). Effect of neonatal circumcision on pain response during subsequent routine vaccination. In *The Lancet* (Vol. 349), p.599-603. Récupéré de <http://www.cirp.org/library/pain/taddio2/>

Versieux, N. (2012, 17 juillet). «C'est la pire attaque depuis l'Holocauste». *Le Temps*. Récupéré de <http://www.letemps.ch/Page/Uuid/143fabf8-cf82-11e1-b652-c110437484a7>

Versieux, N. (2012, 04 octobre). Comment Berlin tente d'éteindre l'incendie du débat sur la circoncision. *Le Temps*. Récupéré de

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/7e3778b2-0d51-11e2-86ef-e42246c3b71b/Comment_Berlin_tente_déteindre_lincendie_du_débat_sur_la_circoncision

Versieux, N. (2012, 13 décembre). Circoncision rituelle: retour à la normale en Allemagne. *Le Temps*. Récupéré de http://www.letemps.ch/Facet/print/Uuid/8856ed72-4489-11e2-8c3e-b0a93c10990d/Circoncision_rituelle_retour_%C3%A0_la_normale_en_Allemagne